

L'Hôpital Franco-Musulman de Paris

THÈSE

pour le Doctorat en Médecine
présentée et soutenue publiquement le 26 Juin 1934

par

BOUKHELLOUA AHMED

NÉ LE 17 MARS 1908 A OUED-FODDA (Alger)

JURY

MM. LAFFONT, <i>Professeur de Clinique Obstétricale et puériculture du premier âge</i>	Président
LEBON, <i>Professeur de thérapeutique</i>	Juges
FERRARI, <i>Agrégé (Chirurgie)</i>	
MOGGI, <i>Agrégé (Chirurgie)</i>	

L'Hôpital Franco-Musulman de Paris

THÈSE

pour le Doctorat en Médecine

présentée et soutenue publiquement le 26 Juin 1934

par

BOUKHELLOUA AHMED

NÉ LE 17 MARS 1908 A OUED-FODDA (Alger)

JURY

MM. LAFFONT, <i>Professeur de Clinique Obstétricale et puériculture du premier âge</i>	Président
LEBON, <i>Professeur de thérapeutique</i>	Juges
FERRARI, <i>Agrégé (Chirurgie)</i>	
MOGGI, <i>Agrégé (Chirurgie)</i>	

UNIVERSITE D'ALGER

FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE D'ALGER

DOYEN.	MM. LEBLANC (☞. ☞. I. ☞)
DOYEN HONORAIRE.	HERAIL (☞. I. ☞)
ASSESEUR.	GILLOT (I. ☞)

PROFESSEURS

Clinique ophtalmologique.	N...
Clinique médicale et hygiène infantile.	GILLOT (I. ☞)
Clinique des maladies des pays chauds, des maladies syphilitiques et cutanées.	RAYNAUD (☞. ☞. I. ☞)
Clinique chirurgicale.	COSTANTINI (☞)
Clinique obstétricale et puériculture du pre- mier âge.	LAFFONT (☞. ☞. I. ☞)
Clinique chirurgicale infantile et d'orthopédie.	LOMBARD (☞. ☞. I. ☞)
Clinique médicale.	AUBRY (☞. ☞. I. ☞)
Histologie et Embryologie.	WEBER (☞. ☞. I. ☞)
Anatomie pathologique.	POUJOL (I. ☞)
Chimie biologique et médicale.	MAILLARD (☞. I. ☞)
Hygiène, hydrologie et climatologie.	N...
Physiologie.	TOURNADE (O. ☞. ☞. I. ☞)
Pharmacie.	MUSSO (I. ☞)
Médecine légale.	GIRAUD (O. ☞. ☞. I. ☞)
Anatomie.	LEBLANC (☞. ☞. I. ☞)
Microbiologie et cryptogamie.	PINOY (☞. I. ☞)
Physique médicale.	PORTES (☞. ☞. I. ☞)
Anatomie médico-chirurgicale et médecine opératoire.	CABANES (☞. ☞. I. ☞)
Parasitologie et zoologie médicale.	SENEVET (☞. I. ☞)
Chimie générale, pharmaceutique et toxicologie.	WUNSCHENDORFF (I. ☞)
Botanique et matière médicale.	FOURMENT (A. ☞. O. O. ☞)
Pathologie générale et clinique psychiatrique.	POROT (I. ☞)
Thérapeutique.	LEBON (☞. ☞. A. ☞)

PROFESSEUR SANS CHAIRE

COURRIER (☞. ☞) Agrégé.	Histologie.
------------------------------	-------------

PROFESSEURS HONORAIRES

ARGAUD (☞. I. ☞)	HERAIL (☞. I. ☞)
------------------	------------------

CHARGÉS DE COURS

Enseignement théorique des élèves sages-fem- mes.	MM. FUSTER (☞. ☞. I. ☞)
Clinique d'oto-rhino-laryngologie.	ABOULKER (☞. ☞)

AGRÉGÉS

Chirurgie.	DUBOUCHER (I. ☞)
Médecine.	FERRARI (I. ☞)
Physiologie.	MOGGI (☞. I. ☞)
Anatomie.	BENHAMOU ☞. ☞.
Chimie médicale.	LACROIX
Obstétrique.	N...
Histoire naturelle pharmaceutique.	RIBET (☞. A. ☞)
Anatomie pathologique.	N...
	HOUEL (☞. ☞. A. ☞)
	N...
	MONTPELLIER (I. ☞)

AGRÉGÉ LIBRE

Physiologie.	BATTEZ.
-------------------	---------

NOTA. La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Je dédie cette thèse

A MON PERE ET A MA MERE

Faible témoignage de ma profonde affection.

A MES FRERES

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS

A NOTRE MAÎTRE
ET PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR LAFFONT

*Professeur de Clinique obstétricale
et de Puériculture du Premier âge
Chevalier de la Légion d'Honneur*

Après nous avoir accueilli dans son service avec sa bienveillance coutumière, après nous avoir prodigué ses précieux conseils et ses encouragements, il nous fait aujourd'hui le grand honneur de présider cette thèse.

Nous lui exprimons notre vive reconnaissance non seulement pour la sollicitude constante qu'il nous a témoignée, mais aussi pour cet enseignement si lumineux et si varié dont nous avons pu bénéficier durant notre trop court séjour à la Maternité.

Notre gratitude n'est pas seulement celle d'un élève reconnaissant, mais aussi celle d'un étudiant musulman envers le Maître qui a su faire aimer et aider nos frères malheureux à Paris et dans toute la France.

Nous lui saurons gré pour la lourde tâche qu'il s'était imposée et qui a abouti à la création de l'Hôpital Franco-Musulman.

Des personnes plus qualifiées ont su mieux que nous ne saurions le dire, exprimer tout le mérite qui revient à notre Maître dans cette œuvre généreuse où se trouvent réunis la Science et le cœur du médecin.

Et à cet égard, nous ne pouvons mieux faire que de citer le témoignage si autorisé de M. Godin, Président du Comité de fondation, Président du Conseil municipal de Paris :

« ...J'ai eu la bonne fortune de
« me trouver naguère en rapport
« avec plusieurs personnalités algériennes qui m'ont fait part
« d'un projet intéressant la création d'un Hôpital Franco-Musulman..

« Des initiatives indépendantes
« comme celles de M. le Docteur
« Laffont, Professeur à la Faculté
« de Médecine d'Alger, pour fonder un hôpital franco-musulman, pourront et devront être
« soutenues. »

(Bulletin Municipal Officiel, 1926)

A NOS JUGES :

MONSIEUR LE PROFESSEUR LEBON

Professeur de Thérapeutique clinique

Médecin des Hôpitaux

Chevalier de la Légion d'Honneur

Il fut pour nous un Maître bienveillant et indulgent.

Ses belles leçons de thérapeutique clinique, claires et vivantes, resteront un des meilleurs souvenirs de notre vie d'étudiant.

Qu'il veuille bien trouver ici avec notre respectueuse admiration l'expression de notre profonde reconnaissance.

A MONSIEUR LE DOCTEUR MOGGI

*Professeur Agrégé
Chirurgien des Hôpitaux*

*Il a bien voulu nous témoigner
sa bienveillance en acceptant d'être
notre juge ; nous l'en remercions
et nous le prions d'agréer nos
hommages respectueux.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR FERRARI

*Professeur agrégé
Chirurgien des Hôpitaux*

*En témoignage de ma très respec-
tueuse gratitude.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR MILLIOT

*Professeur de Droit Musulman à l'Université d'Alger
Doyen de la Faculté de Droit*

*Membre du Comité de Fondation
de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris*

Hommage très respectueux.

A MES MAITRES DE LA FACULTE

A MES MAITRES DES HOPITAUX

A MONSIEUR LE DOCTEUR F. LAGROT

Ancien Chef de Clinique chirurgicale infantile

Ses brillantes conférences d'internat ont contribué à compléter notre éducation médicale.

Qu'il soit assuré de notre reconnaissance.

A MONSIEUR LE DOCTEUR CHARLES IMBERT

Chef de Clinique à la Faculté

A MONSIEUR LE DOCTEUR FULCONIS

Chef de Clinique à la Maternité

A MONSIEUR LE DOCTEUR M. BONAFOS

Chef de Clinique à la Maternité

A MONSIEUR LE DOCTEUR H. EZES

Chef de Clinique à la Maternité

Une tradition touchante veut qu'en cette place figure le serment d'Hippocrate, gage de sincérité, de dévouement et d'abnégation à la Science.

En cette même place, je tiens à prêter un serment nouveau : celui de fidélité et de reconnaissance à la France.

Si, parvenus à la fin de nos études médicales, nous devons comme tous les autres médecins français, prêter serment à la Science et remercier tous nos Maîtres, nous devons surtout témoigner notre reconnaissance à cette Patrie d'adoption qui nous a permis par ses idées de libéralisme, d'égalité, de générosité en luttant à armes égales avec ses propres enfants, de parvenir aux plus hautes situations sociales.

Pour témoigner notre reconnaissance à la France, il n'était pas d'occasion plus favorable que le jour de soutenance de notre thèse, il n'était pas de sujet plus beau que celui de l'Hôpital Franco-Musulman.

Introduction

L'Hôpital Franco-Musulman de Paris, dont l'année 1935 fêtera l'ouverture et la réalisation, est une question d'actualité et un sujet particulièrement digne d'intérêt.

C'est pour nous, qui avons été formé dans les Universités françaises, un agréable devoir de mieux comprendre, d'apprécier et de faire connaître les œuvres humanitaires qui sont entreprises en faveur des nôtres.

A côté de l'Institut musulman de Paris où les savants peuvent étudier cette civilisation arabe dont les vestiges couvrent encore les rives de la Méditerranée, à côté de la Mosquée de Paris, où les fidèles musulmans vont puiser à loisir dans la prière et la méditation un réconfort moral, l'Hôpital Franco-Musulman — dont l'idée et la réalisation sont dues à notre Maître, M. le Professeur LAFFONT — constitue une œuvre d'une grande portée sociale.

L'Institut musulman assure à la pensée musulmane la place qu'elle mérite. Il permet une meilleure compréhension de la civilisation arabe et de la civilisation française.

La Mosquée entretient chez les musulmans la foi et la ferveur religieuse et les protège contre les dangers d'une vie facile et libre.

Les satisfactions de l'âme et de l'esprit ne doivent pas détourner un instant notre regard des maux dont est torturée notre humanité souffrante. Et c'est ce sentiment si noble et si généreux qui a guidé M. le Professeur LAFFONT dans la réalisation de ce magnifique Hôpital.

L'Hôpital Franco-Musulman vient compléter d'une façon heureuse l'ensemble des institutions que la Ville de Paris et le département de la Seine ont consacré aux Musulmans Nord-Africains.

Bureau de placement qui combat le chômage, restaurant populaire et asile de nuit qui permettent de parer aux besoins immédiats, dispensaires et infirmeries qui s'attaquent aux grands fléaux sociaux : telles sont ces fondations qui ont été imitées dans certaines grandes villes de France.

*
**

L'idée première de cet hôpital date de l'inauguration de la Mosquée de Paris.

Peut-être qu'il n'est pas inutile de rappeler que la Mosquée occupe l'emplacement de l'ancien Hôpital de la Pitié.

M. le Professeur LAFFONT reçut, dès le début, les encouragements de personnalités éminentes des mondes français et musulmans. Il groupa autour de lui un certain nombre de bienfaiteurs qui cons-

tituèrent le Comité de Fondation de l'Hôpital Franco-Musulman, dont la présidence fut offerte à M. GODIN, qui l'accepta après avoir un moment décliné l'offre qui lui avait été faite (octobre 1926).

M. GASTON DOUMERGUE, qui était à l'époque Président de la République, accepta la Présidence d'Honneur de ce comité.

Le Comité de Fondation s'était également assuré dès le début le concours sympathique de Sa Majesté, MOULAY YOUSSEF, alors Sultan du Maroc ; de Son Altesse, MOHAMMED EL HABIB, Bey de Tunis ; de M. VIOLETTE, Gouverneur Général de l'Algérie ; de M. CARDE, Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française ; de M. VARENNE, Gouverneur Général de l'Indo-Chine ; de M. le Haut-Commissaire de la République Française en Syrie et au Liban ; de M. LUCIEN SAINT, Résident Général de la République Française à Tunis ; de M. STEEG, Résident Général de la République Française au Maroc.

De nombreux ministres, entre autres : MM. A. SARRAUT, PAINLEVÉ, HERRIOT, PERRIER, QUEUILLE, FALLIÈRES et PÉRET ont donné leur adhésion.

Dans le Comité d'honneur de fondation figurent encore les maréchaux de France, les généraux GOURAUD, SARRAIL, WEYGAND, DUBAIL et enfin de nombreux parlementaires :

MM. JONNART, ancien Gouverneur Général de l'Algérie ; L. HUBERT, P. BLUYSSSEN, ANGOULVANT, DIAGNE, FIORI, MALLARMÉ, DUROUX, CUTTOLI, THOMSON, MORINAUD, PETIT, ROUX-FREISSINENG, etc.

*
**

La nécessité d'édifier un hôpital spécialisé à Paris s'imposait.

La France, amie et protectrice des Musulmans, devait prendre l'initiative d'une œuvre aussi importante, d'autant plus que les Musulmans Nord-Africains avaient consenti de douloureux sacrifices au cours de la Grande Guerre. Ils étaient accourus en grand nombre versant en commun leur sang pour la défense d'un même idéal de justice et de liberté.

Au lendemain de la guerre, ils sont revenus, procurant une main-d'œuvre nécessaire à la reconstruction des régions dévastées et au relèvement des ruines encore fumantes, témoins des luttes héroïques qui s'y étaient déroulées.

Leur nombre croissant commençait à préoccuper les pouvoirs publics. Les Nord-Africains étaient nombreux par toute la France. Approximativement, ils devaient être de 140 à 150.000, sur lesquels plus de 60.000 résidaient à Paris et dans le département de la Seine.

Des groupements importants s'étaient formés dans les grands ports et dans les centres industriels.

Les Musulmans transplantés dans un pays qui différait du leur par le climat et les conditions de vie, étaient exposés à une foule d'accidents, d'affections dont l'évolution était souvent particulière. Des habitudes d'intempérance jointes à une hygiène quelquefois déplorable favorisaient la propaga-

tion de la tuberculose qui revêtaient des formes graves chez les indigènes Nord-Africains.

La création d'un hôpital spécial leur permettrait de se retrouver groupés, rapprochés, tandis que dans les hôpitaux parisiens, ils étaient dépaysés, perdus au milieu d'hommes dont ils ignoraient la langue, la psychologie. Cette satisfaction morale, cette ambiance seraient de nature à produire une action heureuse sur l'évolution de la maladie.

La présence d'interprètes compétents faciliteraient leur interrogatoire et par là même l'établissement d'un diagnostic précis.

Toutes ces raisons aussi généreuses qu'humanitaires firent que rapidement le projet devint la réalisation dont nous allons faire l'étude.

Plan

Après avoir exposé l'exode des ouvriers Nord-Africains en France, l'organisation de la sécurité et de l'assistance des émigrants, nous verrons dans un Second Chapitre comment l'Hôpital Franco-Musulman, qui devait être une œuvre privée, gérée par un comité privé sous le contrôle administratif et financier des Pouvoirs Publics, change de caractère et est transformé en établissement départemental. Après le vote par les Assemblées parisiennes de la contribution extraordinaire, M. GODIN estime que l'Hôpital Franco-Musulman doit avoir un caractère administratif.

C'est alors qu'est née la Commission de Surveillance de l'Hôpital Franco-Musulman, qui, tout en s'occupant des travaux en cours, s'intéressa grâce à l'impulsion de M. GODIN aux créations annexes :

1. Le cimetière musulman.
2. L'école d'infirmières.

Enfin, dans un dernier Chapitre, nous opposerons les statuts primitifs aux statuts nouveaux en nous réservant le soin de montrer les avantages des premiers sur les seconds, qui limitent, à notre avis, la pensée généreuse du Comité de Fondation. Les premiers pourront s'adapter avec plus de facilité aux besoins, aux coutumes et aux mœurs des Musulmans.

L'exode des ouvriers nord-africains en France

Jusqu'au début du XX^e siècle, le nombre des indigènes Nord-Africains résidant en France était insignifiant. On rencontrait parfois dans les grandes villes et dans les stations thermales quelques marchands ambulants qui colportaient des tapis et des objets à caractère oriental.

Pour lutter contre certaines grèves, on a attiré en 1910 des groupements importants d'ouvriers musulmans à Marseille, à Clermont-Ferrand et dans le bassin houiller du Nord.

Les 300.000 soldats musulmans ont reçu pendant la guerre un accueil enthousiaste par toute la France. 80.000 d'entre eux sont tombés au champ d'honneur.

Plus de 142.000 autres indigènes algériens étaient affectés dans les usines de la Défense nationale, dans les chantiers de l'arrière et dans les villes où la main-d'œuvre manquait. Beaucoup de ces Musulmans se fixèrent au moment de la Paix sur cette terre de France qui exerçait sur eux un charme particulier.

Mais c'est l'après-guerre qui a vu s'accroître

dans des proportions considérables ce mouvement d'émigration temporaire. La France, en raison des lourdes pertes qu'elle avait subies pendant la guerre, en raison de sa faible natalité, et de l'ampleur croissante de son industrie, devait encourager pendant de longues années l'exode de cette main-d'œuvre coloniale. Pour les indigènes, cette exode s'explique par l'attrait irrésistible des grandes villes et la perspective d'un travail mieux rémunéré et de gains importants.

C'est dès lors un mouvement continu d'émigration de journaliers musulmans qu'entretiennent les besoins de l'industrie française. Les uns retournent au pays natal pour y goûter avec plus d'aisance un repos réparateur. D'autres s'embarquent pour la première fois vers ces villes attrayantes et l'usine qui utilisera leurs bras

Depuis 1914, la Direction Algérienne de la Sécurité a établi les statistiques suivantes :

Années	Départs	Retours
1914	7.444	la presque totalité
1915	20.092	4.970
1916	33.755	18.849
1917	34.955	18.849
1918	23.340	20.489
1919	5.568	17.497
1920	21.684	17.380
1921	17.259	17.538
1922	44.466	26.289
1923	58.586	36.990

Anées	Départs	Retours
1924	71.026	57.467
1925	24.753	36.328
1926	47.262	35.102
1927	21.472	36.073
1929	42.948	44.882
1930	40.250	42.227
1931	20.847	32.950
1932	14.950	14.485

*
**

Il n'est pas sans intérêt de connaître les régions qui envoient le plus d'émigrants en France. La statistique de 1923 est le seul document qui puisse donner une vue d'ensemble sur ce mouvement d'émigration.

Si dans tout le Tell il y a quelques départs isolés, c'est dans la Grande et la Petite Kabylie que se recrutent la plupart des ouvriers qui se rendent en France. 8 % de la population de Fort-National s'embarque en 1928 pour la Métropole ; Michelet envoie 7 % de ses habitants ; Dra-el-Mizan, Beni-Mansour, Akbou, le Guergour, 5 %. En dehors de la Kabylie, seule Lalla-Marnia peut atteindre un chiffre approchant : 3 %.

Les pays de forte émigration correspondent presque toujours à des régions de population dense, où le sol est pauvre et incompatible avec des cultures lucratives. Il s'agit, en général, de régions de moyenne montagne.

Ce n'est pas le climat qui, comme en Europe, règle cette émigration temporaire. Les villages n'atteignent pas 1.000 mètres d'altitude et l'hiver n'est pas une saison morte pour cette population.

C'est pour compléter les ressources naturelles maigres et insuffisantes de ces territoires qui comptent parmi les régions les plus peuplées de l'Afrique du Nord que l'indigène quitte son village.

Aussi, avant la guerre, le Kabyle allait-il s'employer dans les riches régions agricoles du Tell, ou bien il se faisait embaucher dans les mines de phosphates dans les confins algéro-tunisiens. D'autres plus insouciants parcouraient les campagnes et les villes et échangeaient contre les produits du sol des fards, des remèdes et différents objets.

Mais aujourd'hui, la plupart des ouvriers en quête de travail se dirigent vers la France.

Cette nouvelle forme d'émigration a prolongé leur absence. Autrefois, les ouvriers revenaient au moment des travaux des champs. Le Ramdan, les fêtes rituelles de l'Islam les rappelaient dans leurs foyers. Maintenant, 50 % des émigrants passent huit mois en France et 25 % un an et demi. Leur préoccupation constante est de passer l'hiver dans leurs familles. Les départs se font surtout au printemps et au début de l'été. Les retours correspondent à la fin de l'automne.

La moitié des émigrants se concentre dans la ville de Paris et dans le département de la Seine. Un autre contingent important réside dans les alentours des mines du Nord. Les Bouches-du-Rhône, les Ardennes, le Pas-de-Calais, le Rhône, la Loire

et aussi le Puy-de-Dôme, la Seine-Inférieure, la Meurthe-et-Moselle attirent le reste.

M. LARNAUDE, Professeur à la Faculté des Lettres d'Alger, explique de la façon suivante les groupements dans ces régions :

« Cette répartition tient essentiellement aux métiers exercés. Dans les départements désignés, ce n'est nullement dans les campagnes que se dispersent les Algériens. Ils se regroupent, au contraire dans les villes, les centres industriels, les chantiers des grands travaux. La plupart d'entre eux sont des ouvriers d'industrie, mais en même temps de simples manœuvres. Ils ne fournissent un appoint important qu'aux entreprises qui n'exigent pas d'ouvriers spécialisés. »

Les Nord-Africains à Paris

Avant la crise, on trouvait plus de 65.000 ouvriers musulmans nord-africains à Paris et dans sa banlieue. A l'heure actuelle, il y en a encore 58.000. La plupart sont des Kabyles d'Algérie et des Chleuhs du Maroc, c'est-à-dire des Berbères. Les Algériens sont près de 50.000, les Marocains 8.000. Les Tunisiens sont au nombre de 5 à 600.

La plupart des Tunisiens sont brocanteurs ou marchands de tapis, tandis que les autres Nord-Africains sont presque tous ouvriers de grande industrie.

Selon M. MASSIGNON (*Revue des Etudes Islamiques*, 1928), les professions sont ainsi réparties dans la région parisienne : « 60 % sont manœuvres dans « les usines à gaz (ce sont les meilleurs, ils ont des « congés annuels), chantiers de charbon, résidus « urbains, garages. Le reste se subdivise en doc- « kers, ouvriers de métro ; 15 % seulement sont « spécialisés (magasiniers). »

Le groupement des Nord-Africains par arrondissements n'est pas moins intéressant à considérer.

6.000 résident dans le XV^e ; 6.000 autres habitent dans le XIX^e ; on trouve près de 5.000 indigènes

dans le XIII^e ; des groupements importants se sont formés dans le XVIII^e et le XIV^e. Il y a des îlots moins importants dans le XII^e autour de la rue Lecomte, où se trouve le service des Affaires indigènes nord-africaines, dans le V^e, rue Mouffetard, et près de la Mosquée.

Presque toutes les communes de banlieue comptent aujourd'hui une population ouvrière musulmane importante. 5.000 Marocains se répartissent entre Gennevilliers, Asnières et Colombes.

On a observé que les Kabyles et les Chleuhs se répartissent selon leurs tribus d'origine. Les Beni-Iraoucen vont de préférence à Neuilly et Levallois. Les Guergours se groupent à Ivry, les Mediana à Montreuil et à Pierrefitte. C'est dans la banlieue Nord que résident les Marocains. Les Azagars, les Chtouka, les Aït-Bamrane sont plutôt à Gennevilliers.

Ces ouvriers s'adaptent facilement à la vie européenne. 700 ont épousé légalement des Françaises, 5.000 vivent maritalement avec des Françaises et les enfants adultérins sont souvent enregistrés comme enfants légitimes. (M. MASSIGNON).

« La plupart économisent le plus qu'ils peuvent
« et envoient chez eux des mandats importants
« Leur rêve est de rentrer au pays et d'y acheter
« un terrain. Leur grande crainte est de mourir en
« pays infidèle. Certains pourtant se fixent en
« France. Il y en a même qui ont fait fortune
« comme commerçants, surtout comme restaura-
« teurs-logeurs...

« J'ai visité de nombreux petits cafés à Grenelle
« et dans la banlieue, dont la clientèle est exclusi-
« vement musulmane. J'ai vu des ouvriers graves
« jouer aux dominos en buvant de la limonade ou
« regarder avec attention le tableau noir du cours
« pour adultes. J'en ai vu d'autres boire d'assez
« nombreuses chopines de "Bordeaux" rouge, d'au-
« tres écouter avec nostalgie les disques d'Alger, de
« Tunisie et du Caire, ou regarder, les jours de
« fête, danser les danses d'Orient. Il faut dire que
« les Nord-Africains ne méritent pas la réputation
« que leur ont fait au début, ceux qui n'étaient
« point habitués à leur aspect exotique. Ils s'en-
« tendent, en général, bien avec les populations
« indigènes et ils sont fort appréciés comme tra-
« vailleurs, d'autant qu'ils acceptent les besognes
« les plus pénibles. Ils ont plus de tenue que beau-
« coup de manœuvres des grandes usines. Ils sont
« très sensibles aux égards et n'aiment pas à être
« traités de « sidis ». Evidemment, ceux qui se
« livrent à l'acool, dont la civilisation leur donne
« l'habitude, font parfois des « bêtises »...

« ...D'une façon générale, ils restent très musul-
« mans, mais ne pratiquent pas tous avec le même
« zèle. Ils boivent du vin, mais ne mangent pas de
« porc. Une bonne partie d'entre eux jeûnent le
« Ramdan. Evidemment, il leur serait difficile de
« faire quotidiennement les cinq prières canoni-
« ques avec ablutions, mais ils se rendent très nom-
« breux à la Mosquée pour les deux grandes fêtes.
« Quand on prononce le nom d'un marabout véné-
« ré, patron d'une région ou d'une ville, ils le sa-

« luent en portant la main au front et à la bouche.
« A côté de la mosquée officielle et des salles de
« prière dans les foyers, il y a quelques représen-
« tants des confréries, Tidjanis pour les Maro-
« cains, Allawis et Kadiris pour les Algériens, qui
« entretiennent la ferveur religieuse chez un petit
« nombre...

« Tous les huit jours, quelques ouvriers de Ci-
« troën ou de l'usine à gaz se réunissent pour réci-
« ter des litanies, chanter des vers mystiques d'Iba
« al Fâridh ou de Hallaj et se livrer aux danses
« extatiques.

« La crise économique a provoqué quelques re-
« tours au pays et un arrêt de l'émigration. Les
« Algériens utilisent les secours de chômage quand
« ils le peuvent. Les Marocains y répugnent par
« fierté. Ils préfèrent repartir ou s'entr'aider. Un
« travailleur aide souvent à vivre deux ou trois
« camarades chômeurs. J'ai vu un restaurateur
« qui en nourrissait plusieurs, estimant juste de
« les secourir après avoir gagné sa vie grâce à
« eux. Les Chleuhs ont, à cet égard, une coutume
« touchante et pittoresque : quand l'un d'eux, ma-
« lade ou dans la misère, décide de partir, on or-
« ganise une fête. On fait une quête ; chacun don-
« ne cent sous, dix francs, vingt francs selon ses
« moyens, et pour chacun on psalmodie en chœur
« la fâtiha, première sourate du coran. » (Emile
DERMENGHEM.)

La surveillance et la protection des indigènes nord-africains résidant à Paris

I. LA SURVEILLANCE

L'afflux des étrangers, des coloniaux et, en particulier, des Nord-Africains en France, commençait à préoccuper l'opinion publique inquiète. Les exploits des plus déséquilibrés d'entre eux alimentèrent la chronique parisienne de faits divers effarants. Le Conseil municipal et le Conseil général de la Seine en furent émus. Ils créèrent un organisme chargé de la surveillance, de la protection et de l'assistance des indigènes nord-africains.

« L'accumulation de cette population immigrée,
« disait M. GODIN dans un rapport au Conseil mu-
« nicipal de Paris, n'est pas sans susciter, quels
« que soient les services qu'elle rend et qu'on ap-
« précie, des difficultés, des inquiétudes diverses.
« C'est sa propre sécurité, sa propre tranquillité,
« sa propre hygiène qui sont en jeu aussi bien que
« la sécurité, la commodité, l'hygiène de la popu-
« lation parisienne.

« Pour répondre à ces nécessités diverses au
« mieux des intérêts parisiens et des intérêts nord-
« africains conjugués, un service de protection et
« d'assistance des immigrés de l'Afrique du Nord
« a été créé à la Préfecture de Police. Il canalise,
« il discipline ce flot d'arrivants. Il fait entrer sans
« effort une cohue semi-barbare dans l'ordre labo-
« rieux de notre civilisation.

« Les 30 centièmes de centime à la patente vont
« permettre d'élargir cette action bienfaisante
« Déjà, une équipe dévouée de techniciens est à
« pied-d'œuvre pour fonder des foyers. Des ini-
« tiatives indépendantes comme celles du Docteur
« LAFFONT, professeur à la Faculté de Médecine
« d'Alger, pour fonder un Hôpital Franco-Musul-
« man pourront et devront être soutenues... »

Nous ne pouvons pas ne pas marquer quelque surprise de voir le mot surveillance revenir si fréquemment dans les rapports que nous avons compulsés. L'ombre de la police est à chaque instant agitée lorsqu'on parle de Nord-Africains. Et M. GODIN de justifier ainsi cette surveillance :

« On pourrait être tenté de penser que nos indi-
« gènes s'offusquent plus ou moins d'être aussi
« étroitement surveillés. Ce serait mal les connaî-
« tre et oublier que leur besoin et leur désir, le
« plus impérieux, c'est de se sentir protégés, et que
« ce sentiment, ils ne l'éprouvent avec plénitude
« que sous la main de l'administration.

« Non seulement, ils se soumettent sans récri-
« mination, avec empressement même aux obliga-
« tions et aux formalités qui sont la rançon de la

« nécessité ; mais d'eux-mêmes, ils ont recours à
« chaque instant à notre intervention...

« Notre surveillance n'est pas pour eux une sujé-
« tion, c'est une sécurité, plus encore : c'est un
« bonheur. »

Encore faut-il, quoiqu'en dise le Président du Conseil municipal, que cette surveillance « d'une cohue semi-barbare », n'ait pas un caractère policier, ce qui serait méconnaître l'idée directrice qui a présidé à l'organisation de l'assistance aux indigènes. Une telle manière de voir, si elle est appliquée à l'Hôpital Franco-Musuman, risquerait non seulement d'éloigner des éléments intéressants comme les Syriens, les Egyptiens, les Indous, mais pourrait également blesser certaines susceptibilités chez les Nord-Africains. Cette surveillance est également combattue par M. CAMILLE RENAULT, conseiller municipal, dans une interpellation :

« Ce comité de protection des indigènes nord-
« africains pourrait être d'une grande utilité s'il
« fonctionnait sous le contrôle réel des œuvres civi-
« les ; mais il ne faut pas oublier que ce comité
« est surtout composé en tant que contrôleurs et
« protecteurs, de représentants de la police. Il est
« sous la direction de la police. C'est un commis-
« saire de police qu'on a voulu mettre à sa tête. Or,
« nous estimons que, si ce comité était réellement
« un comité de protection, il devrait comprendre
« surtout des médecins et des citoyens dévoués,
« alors que ce sont les policiers qui le composent
« en majorité. Ce que l'on veut faire avec ce comi-
« té, c'est surtout suivre les Nord-Africains qui

« viennent à Paris. On veut savoir ce qu'ils font
« et où ils vont. C'est une œuvre sociale que l'on
« a fait dévier de son but... »

Nous ne pouvons qu'applaudir cette interpellation de M. Camille-Renault, car si le musulman comprend et apprécie comme il convient l'assistance, voire même la surveillance discrète, il subit difficilement un contrôle policier constant et humiliant que ne peuvent justifier les errements de quelques dévoyés.

II. — L'ASSISTANCE

Mais certainement la partie la plus intéressante de l'activité de ce service de surveillance et de protection, c'est l'assistance qui permet de rassurer et d'attirer les Nord-Africains.

L'assistance est divisée en trois branches : le placement, les foyers, les dispensaires.

Le bureau de placement évite aux nouveaux arrivés les tâtonnements du début, le découragement succédant à une longue attente. Il reçoit les demandes de patrons d'usine, enregistre les chômeurs. En somme, il essaie par une meilleure réglementation du marché du travail de canaliser les ouvriers vers les usines qui sont susceptibles de les embaucher.

L'œuvre du Foyer indigène a pour but d'offrir à bon compte des logements individuels et des cantines corporatives. Dans ces chambres, saines et

propres, entrent à flots l'air et la lumière. L'un de ces foyers est installé à Colombes (75, avenue d'Argenteuil) et comprend une cinquantaine de lits. Un autre se trouve rue Lecomte. Le prix mensuel d'une chambre ne dépasse pas 60 francs. On envisage la création prochaine d'un foyer semblable à Gennevilliers.

Le Préfet de la Seine, soucieux d'obtenir des abris sains et confortables, obtint du Conseil municipal la concession de la construction de vingt foyers à une société privée. La Ville de Paris se borne à faciliter un emprunt et devient propriétaire des foyers au bout de 45 ans.

L'assistance médicale est aussi féconde en résultats. Une infirmerie indigène et deux dispensaires fonctionnent régulièrement à Paris. Les malades sont accueillis par des médecins qui connaissent leur langue et comprennent leurs mœurs.

« Il faut assister, lisait-on dans une note adressée
« au Conseil municipal de Paris, aux consulta-
« tions pour voir avec quel empressement nos
« sujets nord-africains viennent se livrer, en toute
« confiance, à la science de nos praticiens, eux qui
« étaient, hier encore, les esclaves de l'empirisme,
« des talismans et des amulettes. Il est vrai qu'au
« bienfait des soins absolument désintéressés,
« s'ajoute un réconfort moral qui ne leur fait ja-
« mais défaut. Nos médecins, nos assistants savent
« quel coefficient d'efficacité la douceur des ma-
« nières, l'humanité des conseils donnent à l'action
« des médicaments. »

Au dispensaire de la rue Lecomte, le nombre des

consultants qui, en 1926, était de 290 pour les quatre derniers mois s'est élevé en 1927 à 2.763 ; en 1928, à 4.071 et en 1929, il atteint 5.800.

Au dispensaire de la Mosquée, le nombre des consultants a été de 1.989 en 1928 et de 3.003 pour 1929.

L'Hôpital Franco-Musulman devrait être l'aboutissant de cette série d'institutions, le couronnement de cette œuvre d'assistance aux musulmans en général et aux Nord-Africains en particulier.

Le comité de fondation de l'hôpital franco-musulman

Le Comité de fondation groupé autour de M. le Professeur LAFFONT, secrétaire général de l'Hôpital Franco-Musulman, se met résolument à l'œuvre.

Le Comité de Fondation se réunit pour la première fois le 15 octobre 1926.

« Sont présents : MM. Godin, Président du Conseil municipal, le Docteur Laffont, le Professeur Faral, le Sous-Intendant Constant, Gérolami, Graveran, Docteur Demonchy, Mousset, Duquesnel, Poher, le Docteur Sezary, Drouillet, Courtade, Serpin, Garrigou, Milliot, professeur à la Faculté de droit d'Alger.

« M. le Professeur LAFFONT présente les membres du groupement à M. le Président du Conseil municipal, qui sur la proposition qui lui est faite, accepte la présidence de la séance.

« Le Docteur LAFFONT fait connaître l'objet de la présente réunion et expose le but poursuivi par le Comité provisoire de fondation de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris. Il invite l'assemblée à prendre connaissance des statuts et à procéder aux élections nécessaires à la constitution du bu-

« reau. M. le Président félicite M. le Professeur
« LAFFONT de l'initiative qu'il a prise et des efforts
« qu'il a déjà accomplis. Il pense comme lui que
« la création d'un Hôpital Franco-Musulman s'im-
« pose à Paris et complète heureusement l'organi-
« sation de protection des indigènes déjà amor-
« cée. »

(Procès-verbal de la première séance.)

Cette assemblée, après avoir adopté les statuts procède à l'élection du bureau qui est ainsi constitué :

Président : M. Pierre GODIN ; vice-présidents : MM. KADDOUR BEN GABRIT, SABATIER, le Docteur SÉSARY. Secrétaire général : M. le Docteur LAFFONT. Secrétaire général-adjoint : M. DUQUESNEL. Trésorier : M. le Sous-Intendant CONSTANT.

Le Conseil d'administration sera composé des autres membres présents à la séance :

MM. le Docteur Demonchy, le Professeur Milliot, Drouillet, Garrigou, Gérolami, Graveran, Faral, Moussat, Poher, Serpin, Courtade.

M. Laffont et Constant reçoivent une délégation de signature à titre permanent.

*
**

Au cours de l'année 1927, l'activité du Comité s'est exercée sur trois ordres de question : l'organisation de la propagande, la recherche d'un terrain, les demandes de subvention.

La propagande

La presse française et la presse algérienne ont accueilli de manière sympathique les projets du Comité de Fondation.

En Algérie, le Docteur BENTAMI y a consacré notamment dans son journal *Attakadoun* des articles très élogieux.

L'Institut colonial français a fait au cours de la Semaine Coloniale une propagande particulièrement active pour l'Hôpital Franco-Musulman.

Le Conseil municipal a décidé l'envoi d'une délégation au Congrès de la Mutualité de Rabat, lequel émit le vœu suivant en faveur du projet du Comité :

« Le Congrès de la Mutualité coloniale émet le vœu :

« Qu'un hôpital spécialement réservé aux Musulmans en résidence ou de passage à Paris soit édifié au plutôt, conformément au projet élaboré par le Comité de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris, et que les dépenses de premier établissement et de fonctionnement soient ventilées, entre les collectivités intéressées, conformément aux propositions du dit comité.

Des comités locaux se sont constitués à Alger, Oudjda, Guelma, Dellys, Tlemcen, mais leur action ne devait être efficace qu'avec l'appui permanent du Gouvernement Général.

M. VIOLETTE, Gouverneur général de l'Algérie, n'a pas ménagé ses encouragements. Mais un dif-

férend étant survenu entre lui et les Délégations Financières, le comité n'a pas pu obtenir l'appui financier nécessaire.

Le Comité d'Alger chargé de la propagande auprès des autorités algériennes et des populations musulmanes était composé des personnalités suivantes :

Président : M. le Professeur Hérail, doyen de la Faculté de Médecine d'Alger.

Vice-présidents : M. Zerrouk Mahiedine, délégué financier ; le Professeur Leblanc.

Secrétaires : le Docteur Bentami, M^e Abdesslam, avocat.

Trésorier : M. Godin, notaire à Alger.

Parmi les membres du Comité, nous relevons également : MM. Mirante, directeur des Affaires indigènes au Gouvernement général ; Mouhoub Omar, industriel ; Professeur Larnaude ; Saint Calabre, directeur à la Médersa ; M. Bel Hadj, président de l'Amicale des anciens élèves de la Médersa.

*
**

Cette œuvre s'honore des plus hautes approbations. Citons au hasard quelques-unes de ces appréciations :

Le Général GOURAUD :

« J'ai eu sous mes ordres de braves musulmans
« pendant de trop longues années pour que je
« résiste à votre appel. »

Le Général BOICHUT :

« Vous me voyez très sensible à l'offre flatteuse
« que vous voulez bien me faire et je suis heureux
« de l'accepter en marquant en même temps l'in-
« térêt profond et sincère que je porte à nos Musul-
« mans de l'Afrique du Nord, *mes soldats et mes*
« *camarades de combat.* »

M. SAURIN :

« Le Président des Délégations ne peut qu'être
« honoré d'être associé à cette initiative qui témoi-
« gne une fois de plus de la bienveillante sollici-
« tude de la France vis-à-vis de ses enfants musul-
« mans. »

M. STEEG :

« Je suis très heureux de voir dans ce projet
« d'une institution charitable franco-musulmane
« la garantie de l'étroite et bienfaisante amitié qui
« doit unir notre pays et les populations nord-afri-
« caines. »

La Légation de Perse :

« Permettez-moi d'ajouter combien je suis heu-
« reux en ma qualité de Musulman de constater
« qu'un nombre considérable de hautes personna-
« lités françaises s'est empressé de prêter son
« appui moral et matériel à cette fondation garan-
« tissant d'ores et déjà le succès. Par ce geste, ils
« viennent de témoigner une fois de plus toute la
« grandeur d'âme et le large esprit de libéralité
« qui est traditionnelle à la France. »

Lors des fêtes du Centenaire de l'Algérie, les élus et les notables indigènes ont tenu à manifester leur reconnaissance dans une cérémonie intime aux représentants de Paris et du département de la Seine.

M. Sisbane, président de la section arabe des Délégations financières, exprime ainsi aux représentants de Paris la gratitude des Musulmans pour l'œuvre admirable que la Ville de Paris a entreprise en faveur des ouvriers nord-africains :

« Nous connaissons la bienveillance agissante
« que la Ville de Paris et le département de la
« Seine n'ont cessé de marquer à ceux des nôtres
« qui travaillent là-bas. Mais il est un geste que
« vous vous proposez d'accomplir et qui nous tou-
« che profondément : c'est votre projet de créa-
« tion de l'Hôpital Franco-Musulman.

« ...Soyez persuadés, Messieurs, que les Musul-
« mans de ce pays sont particulièrement sensibles
« à de tels gestes, qui ne peuvent que resserrer
« encore les liens qui les rattachent à la Mère-Pa-
« trie...

« ...Je profite de l'occasion qui m'est offerte au-
« jourd'hui pour remercier M. le Professeur Laf-
« font, secrétaire général du Comité de l'Hôpital
« Franco-Musulman de Paris, qui remplit avec un
« dévouement inlassable ses délicates fonctions. »

M. le Professeur LAFFONT lui répond en ces termes :

« Je ne veux pas laisser sans réponse les paro-

*
**

« les trop élogieuses prononcées à mon intention
« par M. Sisbane et je tiens à le remercier à mon
« tour profondément.

« Par la manifestation de ce soir, vous avez vou-
« lu, Messieurs les Indigènes, marquer votre recon-
« naissance à la Ville de Paris et au département
« de la Seine. En ma qualité de secrétaire général
« de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris, je ne
« puis que m'associer de tout cœur à ce geste de
« gratitude...

« Lorsque je pris l'initiative de fonder cet hôpi-
« tal, j'offris à M. Godin la présidence effective de
« notre Comité. Les difficultés et les obstacles ap-
« paraissaient nombreux et M. Godin, après avoir
« refusé cette présidence, accepta enfin de s'asso-
« cier à notre lourde tâche. C'est grâce aux inter-
« ventions répétées de notre Président que nous
« parvînmes à obtenir les subventions ainsi que le
« terrain... »

M. Fourés, conseiller municipal, prononce les pa-
roles suivantes :

« Soyez remerciés pour la bonne grâce de votre
« accueil. Femme avant tout, la Ville de Paris com-
« prend toutes les délicatesses, toutes les nuances.
« et ceux qui la représentent pour être dignes d'el-
« le, doivent dans la tendresse et l'émotion, com-
« munier avec vous. Si bien que vos lèvres demeu-
« rant muettes, nous devinons vos pensées inex-
« primées : vos désirs sont les nôtres et vos aspi-
« rations vers plus de mieux être trouvent dans
« nos cœurs le plus puissant écho.

« La fraternité des armes, qui nous a unis jus-
« que dans la mort pour la gloire de la France
« immortelle et pour la liberté du monde, a fait de
« nous tous, à l'ombre du drapeau les fervents d'un
« culte égalitaire : celui de la grande Patrie.

« Des réformes heureuses ont déjà marqué ré-
« cemment les sympathies agissantes de la Métro-
« pole pour sa sœur d'élection. Lorsque la Fran-
« ce s'engage dans la voie des améliorations géné-
« reuses et justes, elle sait aller jusqu'au bout.

« Merci encore pour cette rencontre que vous
« avez voulue. Elle nous restera très douce, puis-
« qu'en nous permettant de mieux vous connaître.
« elle nous a du même coup, appris à mieux vous
« aimer. »

M. Louis Renault, vice-président du Conseil général de la Seine, à son tour, fait le discours suivant :

« Messieurs,

« Votre accueil a été si gracieux que je manque-
« rai à tous mes devoirs si je ne prenais la parole
« pour vous remercier...

« Le Conseil général prend une part active à la
« gestion des intérêts des cinq millions d'habi-
« tants du département. C'est vous dire que soit
« directement, soit indirectement, son influence
« s'exerce sur la situation des indigènes d'Algérie
« qui se sont fixés parmi nous.

« Toutes les localités de la banlieue de Paris
« possèdent d'ailleurs sur leurs territoires de nom-
« breux fils de l'Afrique du Nord, dont nous sa-

« vous apprécier les qualités de travail et qui con-
« tribuent à la prospérité de la capitale et du dé-
« partement. Ces fils de l'Afrique, que nous consi-
« dérons comme des fils de la France pour laquel-
« le ils ont courageusement versé leur sang à l'heu-
« re du grand péril national, nous les traitons
« comme nous traitons nos autres concitoyens, heu-
« reux que nous sommes de leur témoigner ainsi
« notre désir de les voir entrer chaque jour davan-
« tage dans notre vie et de leur faire aimer de
« plus en plus la France qui est leur patrie comme
« elle est la nôtre... »

Le terrain

En ce qui concerne plus spécialement le terrain, plusieurs solutions ont été envisagées dont chacune entraînait des répercussions financières différentes.

Les représentants du Comité ont écarté l'éventualité d'un achat des terrains des fortifications comme trop lointains et celle de l'acquisition à des propriétaires privés qui demandaient 600 francs le mètre carré.

Ils proposent à l'agrément du Comité le projet dû à la bienveillante activité de M. le Président Godin. La Ville de Paris était disposée à louer au Comité par un bail emphytéotique de 50 années, moyennant un loyer annuel de 1.000 francs, un terrain municipal sis rues Gassendi et Dauville. Mais sur la protestation d'un certain nombre d'habitants du quartier, M. Delsol, représentant de la circonscription, a insisté pour qu'il ne soit pas donné suite à la délibération. La commission compétente ne pouvait lui refuser cette satisfaction et le Comité se trouve ainsi dans l'obligation de renoncer au terrain envisagé.

Un autre terrain situé boulevard Saint-Michel a été abandonné parce qu'il était réservé à une école. Du moins, c'était le projet de M. Calmels, conseiller municipal. Plus tard, il servit à l'édification de l'hôpital des Gardiens de la Paix. Ce terrain, qui se trouve à proximité de la Mosquée, aurait particu-

lièrement convenu à la construction du futur hôpital.

D'autre part, divers projets d'acquisition totale ont été étudiés, dont l'un porte sur une vaste clinique sise à l'entrée de Passy dans le voisinage du gros centre musulman de Grenelle (dépense prévue : six millions) et dont l'autre aurait pour origine l'achat d'un terrain dominiat sis boulevard Picpus, dépendant d'une ancienne congrégation (dont le prix était aux environs de 2 millions).

Le comité écarte encore l'acquisition d'un terrain de 6.000 mètres contigu aux habitations à loyer modéré de la Porte d'Orléans, car l'opposition qui s'est produite pour la rue Gassendi se produirait à nouveau.

Deux autres terrains proposés par M. le Professeur Laffont et situés l'un à la Grange-Oryet et l'autre à Bony-la-Reine, ont été abandonnés par le Comité.

*
**

On décide en définitive d'édifier cet hôpital sur le territoire de la commune de Bobigny. Le terrain choisi a une superficie de 165.000 mètres carrés.

Les services de la Préfecture se sont assurés que la nature du sol permettrait la construction de bâtiments. Cependant, le devis du projet prévoit une somme de 1.986.000 francs pour les substructions, car il existe dans ce terrain une nappe d'eau qui se trouve à une faible profondeur.

Les bâtiments de l'Hôpital Franco-Musulman auraient un caractère propre à l'architecture musulmane.

« Les conditions d'hygiène et de salubrité ont été
« déterminées d'après les formules les plus récentes communes à toutes les constructions hospitalières de notre époque...

« Il a fallu tenir compte également des conditions
« spéciales résultant des dispositions pathologiques, des habitudes, des mœurs rituelles et de
« la discipline spéciale aux Musulmans. »

Mais avant de passer de l'étude du projet aux réalisations, il fallait non seulement trouver le terrain, mais encore se préoccuper des subventions. Elles furent aussi généreuses que spontanées.

Subventions

Parmi les principaux souscripteurs, signalons :

Département d'Oran :

1927	500
1928	3.000
1929	3.000
1930	1.500
1931	1.500
1932	1.500
1933	1.500

12.500

12.500

Gouvernement du Tchad :

2 subventions	5.000
	1.500

6.500

Maroc. 5.000

Gouvernement du Soudan :

2 subventions	1.000
	1.500

2.500

Résidence de Tunis. 2.000

Ville de Paris :

3 subventions	500
	2.000
	1.500

4.000

Gouvernement général de l'A.E.F.	500
S.M. le Shah de Perse.....	1.000
Agha Khan	500
M. Painlevé	200
Sénateur Duroux, d'Alger	300
M. Bouju, ancien Préfet de la Seine....	100
Docteur Monbrun.	200
Tronc de la Mosquée de l'Institut Franco-Musulman : diverses recettes....	400

*
**

Les architectes consultés ont prévu, en cas de construction d'un hôpital, une dépense qui atteint 30.000 francs par lit, au titre de premier établissement, indépendamment du prix d'acquisition ou du prix de location du terrain.

Le Comité de l'Hôpital Franco-Musulman a pensé en tenant compte du nombre des indigènes immigrés à Paris et du nombre des malades traités dans les hôpitaux de l'Assistance publique au cours de ces dernières années, que l'hôpital spécialisé répondrait aux besoins qui le font créer en mettant à la disposition des travailleurs musulmans 200 lits, soit immédiatement, soit dans un délai relativement court.

Ainsi, un hôpital de cet ordre coûterait 6 millions en dehors du sol.

D'autre part, la dépense annuelle de fonction-

nement comme l'a établi M. le Professeur LAFFONT serait de l'ordre de grandeur suivant :

$$30 \times 360 \times 200 = 2.160.000 \text{ francs}$$

En face de ces dépenses, on ne peut prévoir aucune recette propre à l'hôpital. Cet établissement s'adressant à des malades de condition modeste ne peut attendre d'eux aucune rémunération pour les soins qu'ils sollicitent. Les ressources nécessaires à son fonctionnement seront constituées par des libéralités bénévoles ou par des subventions obligatoires.

*
**

L'idée première du Comité a été de faire appel aux Colonies et aux pays de protectorat dont les ressortissants auraient à bénéficier de cette institution sans omettre d'ailleurs la Métropole. Les proportions qui leur seraient imposées différeraient suivant qu'il s'agit des dépenses de premier établissement ou des frais de fonctionnement.

Pour les dépenses de premier établissement, le Comité estime que les pays d'origine doivent prendre à leur charge la plus forte part des dépenses avec une simple contribution de la Ville de Paris puisqu'il s'agit d'un établissement destiné avant tout à améliorer la condition des indigènes.

Il a envisagé en tenant compte de la population des différents pays, et de l'importance de l'émigration dans chacun d'eux les proportions suivantes :

Algérie (Gouvernement général, département, communes) : cinq dixièmes de dépenses.

Maroc (Résidence générale, communes, particuliers) : deux dixièmes de dépenses.

Tunisie (Gouvernement général, départements, communes, particuliers) : un dixième de dépenses.

Syrie et autres pays musulmans : un dixième de dépenses.

Ville de Paris et département de la Seine : un dixième de dépenses.

Pour ce qui est des dépenses de fonctionnement, il y a d'autres facteurs à considérer. Si l'on admet avec le Comité que la maladie de ces ouvriers est la rançon de la prospérité du commerce et de l'industrie auxquels ils prêtent leurs bras, les proportions imposées à chacun des pays précédents seront différentes.

Il y aurait lieu de demander à la Ville de Paris d'assurer les cinq dixièmes soit la moitié de la dépense de fonctionnement.

Les cinq autres dixièmes seraient à répartir entre les différents pays à population musulmane dans la proportion de deux dixièmes pour l'Algérie et d'un dixième chacun en ce qui concerne la Tunisie, le Maroc et la Syrie.

Tels sont les principes généraux qu'avaient adoptés le Comité de l'Hôpital Franco-Musulman en ce qui concerne les dépenses de premier établissement et les dépenses de fonctionnement.

L'hôpital franco-musulman devient un établissement départemental

Mais cette entreprise privée ne pouvait aboutir et le Comité de fondation devait se heurter à de graves difficultés financières. L'effort financier était considérable et dépassait les possibilités d'une association. En effet, l'Assistance publique soignait plus de 2.600 malades par an et le nombre de journées de traitement était supérieur à 70.000. L'hôpital devrait comprendre au moins 240 lits avec les services médicaux et chirurgicaux correspondants.

Les gouvernements coloniaux à population musulmane promirent bien leurs concours financiers, mais à partir du moment où l'hôpital fonctionnerait.

C'est alors que M. SARRAUT, ministre de l'Intérieur, approuvant le projet de création de l'Hôpital Franco-Musulman, louant les intentions humanitaires et généreuses du Comité de fondation, suggéra la solution financière dans cette lettre datée du 27 octobre 1927 :

« Paris, le 27 octobre 1927.

Le Ministre de l'Intérieur à
Monsieur le Préfet de la Seine,
« Monsieur le Préfet,

« Mon Département a eu, à plusieurs reprises, l'occasion de connaître l'œuvre entreprise par la Ville de Paris pour la protection des travailleurs nord-africains immigrés en France. On ne peut que partager ces préoccupations dont l'importance n'échappe à personne.

« La Ville de Paris et le département de la Seine ont consenti, avec l'approbation du Parlement, pour mener à bien la tâche qu'ils se sont tracée, à s'imposer extraordinairement de 30 centimes additionnels à la patente. Au moyen de cette ressource, des foyers et des dispensaires commencent à s'édifier. C'est là une étape appréciable qui pourrait heureusement se conjuguer dans un avenir prochain *avec les efforts connexes entrepris par le Comité de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris auquel j'ai estimé opportun d'accorder mon patronage.*

« Malheureusement, les fonds nécessaires à la construction d'un hôpital sont difficiles à réunir. N'y pourrait-on parvenir en portant à un centime ces centièmes déjà obtenus tant à la Ville qu'au Département ? J'appuierais auprès du Parlement cette proposition. Le revenu qui résulterait de l'imposition dont il s'agit, laquelle aurait pour résultat de faire supporter par l'employeur l'assistance réclamée par sa main-d'œuvre, permettrait, sans

doute, de construire et de faire fonctionner un hôpital. »

Le Ministre de l'Intérieur,
« *Signé* : ALBERT SARRAUT. »

L'existence de l'Hôpital Franco-Musulman est désormais assurée, mais son caractère change. Il devient une entreprise officielle. L'administration fera alors aboutir le projet.

L'œuvre dépasse le cadre de la Ville de Paris, car de nombreuses agglomérations résident dans la banlieue parisienne. Le Conseil municipal de Paris en vote la départementalisation.

L'Hôpital Franco-Musulman de Paris relèvera désormais de l'autorité départementale avec le concours financier de la Ville de Paris.

Les ressources ont été constituées au budget de la Ville de Paris et à celui du département de la Seine. La Ville et le département se sont imposés de 70/100^e de centime additionnel aux trois contributions depuis 1928 pour assurer la construction et le fonctionnement de l'Hôpital Franco-Musulman. Le département encaissera à titre de subvention de la Ville de Paris, le produit de l'imposition municipale. Il disposera ainsi chaque année d'une somme de 2.500.000 environ.

Ces impositions ont été autorisées par décret du 28 février 1928.

Telles sont les étapes successives par lesquelles est passé le projet de l'Hôpital Franco-Musulman.

*
**

Il nous paraît utile maintenant d'étudier l'évolution des différentes conceptions sur l'organisation et le fonctionnement de cet hôpital:

En 1926, lors des premières études, M. Godin pratiquait sans réserve l'opinion du Comité de fondation. Ce dernier considérait l'hôpital comme une œuvre privée qui devait être géré par un comité privé sous la surveillance administrative et financière des pouvoirs publics et qui recevrait des subventions des collectivités intéressées :

« J'estime, déclarait M. Pierre Godin, dans la
« séance du 22 novembre 1926 du Conseil municipal de Paris, que pour observer les règles de
« prudence qui ont été toujours notre préoccupation, nous agissions sagement en prêtant notre
« concours aux organisations privées...

« ...J'ai eu la bonne fortune de me trouver naïvement en rapport avec plusieurs personnalités
« d'origine algérienne, qui m'ont fait part d'un
« projet intéressant la création d'un Hôpital
« Franco-Musulman...

« Dans ce Comité qui m'a demandé ma collaboration et dont j'ai accepté la présidence, plusieurs médecins distingués sont inscrits et leur
« action conjointe serait, à mon sens, salubre tant
« aux indigènes musulmans qu'à la population
« parisienne. La création d'un Hôpital Franco-Musulman de 200 lits que le Comité poursuivrait en
« accord avec les pouvoirs publics et les colonies

« ou pays de protectorat intéressés, libèrera d'au-
« tant les établissements de l'Assistance publique...

« Je suis persuadé que ce bref aperçu d'une ini-
« tiative qui s'essaie, vous convaincra de l'oppor-
« tunité d'apporter dès à présent un appui au Co-
« mité de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris, et
« de disposer en sa faveur d'une subvention an-
« nuelle de 3.000 francs à titre d'aide aux frais de
« secrétariat... »

Le 1^{er} décembre 1926, il dépose une proposition tendant à la création d'une imposition extraordinaire de 30/100^e de centime additionnel sur la patente en faveur du service d'assistance des indigènes nord-africains dans le département de la Seine :

« ...Des initiatives indépendantes comme celles du
« Docteur Laffont, professeur à la Faculté de mé-
« cine d'Alger, pour fonder une Hôpital Franco-
« Musulman, pourront et devront être soutenues.
« J'ai donc l'honneur de proposer au Conseil gé-
« néral, après avoir consulté M. le Rapporteur gé-
« néral, de voter la création de 30 centièmes de cen-
« time à la patente, dans le département de la
« Seine, contribution dont le revenu sera affecté à
« la surveillance et à la protection des indigènes
« nord-africains en résidence ou de passage dans
« le département de la Seine... »

M. Godin dépose le 27 mars une pétition au Bureau du Conseil municipal au nom du Comité de l'Hôpital Franco-Musulman :

« Messieurs, j'ai l'honneur de déposer sur le

« Bureau de l'Assemblée une pétition du Comité
« de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris en vue
« de l'édification d'un hôpital qui complète heu-
« reusement l'œuvre d'assistance aux indigènes...

« Si grâce à votre bienveillant concours, l'Hôpi-
« tal Franco-Musulman constitué en majeure par-
« tie au moyen de ressources à provenir de l'Algé-
« rie, de la Tunisie et du Maroc, était mis en état
« de fonctionner rapidement, il en résulterait pour
« notre budget hospitalier une sensible réduction
« de frais...

« A supposer que vous accordiez à l'Hôpital
« Franco-Musulman la somme annuelle de 750.000
« francs, il vous serait loisible, en vous bornant à
« diminuer du montant de cette somme la subven-
« tion annuelle à l'Assistance publique, de laisser
« à cette dernière, par rapport au chiffre de 2
« millions de 1926, un boni de 1.300.000 francs...

« Il s'agit en définitive, comme le dit le Comité
« de l'Hôpital Franco-Musulman, non pas d'une
« subvention à proprement parler, mais d'un vire-
« ment de crédit... qui ne manquerait pas de pro-
« voquer les générosités des pays islamiques. »

Plus tard après le vote du Conseil municipal et du Conseil général, d'une contribution extraordinaire, M. Godin a estimé indispensable de donner à l'établissement un caractère administratif. Il a jugé nécessaire d'orienter l'activité du Comité de fondation vers un travail de propagande.

A la réunion du Comité de fondation du 28 avril 1928, M. Godin apprend à ses collègues que la Ville

de Paris et le département de la Seine ont décidé une imposition extraordinaire pour la création de l'Hôpital Franco-Musulman. Pour pouvoir réunir 2.500.0000 francs provenant de l'impôt, l'administration se préoccupe d'établir un statut. Elle va constituer une commission comprenant les délégués de l'Assistance publique, de la Préfecture de Police et vraisemblablement des délégués du Comité. M. Godin ajoute que si l'on crée un hôpital avec les deniers publics, l'Assistance publique sera tentée de le revendiquer. Il estime cependant qu'il y aurait lieu de résister, car les règlements hospitaliers sont insuffisamment élastiques pour s'adapter aux besoins de l'Islam. Il préconise comme solution l'édification d'un hôpital départemental, recevant la totalité des subventions et géré par un Conseil d'Administration.

M. Faral s'étonne que l'on puisse songer à incorporer une association privée en instance d'utilité publique à une organisation départementale et estime indispensable d'échapper à la routine administrative.

M. Godin pense que l'on peut atteindre ce but au moyen des commissions administratives et, en particulier, par la Commission de surveillance.

La commission de surveillance de l'hôpital franco-musulman

Un arrêté du Préfet de la Seine du 27 novembre 1930 constitue la Commission de surveillance chargée d'assister le Préfet pour l'administration de l'Hôpital Franco-Musulman.

Cette Commission se compose de :

1° : Sept Conseillers municipaux de Paris :

MM. Albert Besson, Calmels, Duteil, Félix Lobligois, De Fontenay, Pierre Godin.

2° Sept Conseillers généraux de la Seine :

MM. Louis Peuch, Gaston Pinot, Marie, Rebeillard, Henri Sellier, Thevenin, Maurice Quentin.

3° Des personnalités présentées à l'agrément préfectoral par le Comité de l'Hôpital Franco-Musulman :

M. le Sénateur Louis Garrigou.

M. le Docteur Sezary, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris.

M. le Professeur Edmond Faral, professeur au Collège de France.

M. le Professeur Laffont, de la Faculté de Médecine d'Alger.

Le Docteur Monbrun, ophtalmologiste des Hôpitaux de Paris.

4° Trois personnalités à la désignation de M. le Préfet de la Seine :

MM. Gérardin, Directeur de l'Hospice des Quinze-Vingts.

Massignon, professeur au Collège de France.

Docteur Lévy-Solal, Professeur agrégé.

5° Sept fonctionnaires :

MM. le Directeur général de l'Assistance publique ; le Directeur des Affaires départementales ; le Directeur de l'Hygiène, du Travail et de la Prévoyance sociale de la Préfecture de la Seine ; le Directeur de l'Office public d'Hygiène sociale ; le Chef du Service de surveillance et de protection des Indigènes nord-africains à Paris ; le Chef de Service de l'Assistance départementale, et le Chef du Bureau des Etablissements départementaux d'Assistance.

A cette commission sont adjoints avec voix consultative, le Directeur de l'Etablissement et un délégué des Médecins.

Cette commission, tout en s'occupant des travaux de l'Hôpital Franco-Musulman, s'intéressa :

1° A la création d'un cimetière musulman.

2° Au fonctionnement d'une école d'infirmières

Le cimetière musulman de Paris

La grande crainte pour les Musulmans est de mourir en pays infidèle. Le fait pour eux d'être inhumés dans un lieu qui serait pour ainsi dire « terre d'Islam » leur donnerait une immense satisfaction morale.

Aussi, la Société des Habous des lieux saints de l'Islam avait-elle souhaité la création d'une nécropole où seraient réunis et inhumés, selon les rites de l'Islam les morts de la population musulmane. La Commission interministérielle des Affaires musulmanes avait signalé l'intérêt qui s'attachait à une telle réalisation.

On consulte la Commission de surveillance de l'Hôpital Franco-Musulman sur l'opportunité de l'aménagement d'un cimetière annexé à l'Hôpital. M. Pierre Godin fait part à la Commission de surveillance d'une lettre du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, adressée à M. le Préfet de la Seine à ce sujet :

« Vous avez bien voulu me communiquer le 3 février dernier, copie d'une lettre par laquelle M. le
« Président de la Société des Habous des lieux

« saints de l'Islam vous a demandé d'examiner s'il
« ne serait pas possible d'accorder aux Musulmans
« de Paris et de la région parisienne un emplace-
« ment réservé pour la création d'un cimetière qui
« leur serait propre...

« La Commission interministérielle des Affaires
« musulmanes réunie le 27 février 1931 a examiné
« dans quelles conditions pourrait être créé à Pa-
« ris un cimetière spécial aux Musulmans. La loi
« de 1881 interdisant d'établir dans les cimetières
« des distinctions ou des destinations particuliè-
« res en raison d'une des croyances ou du culte des
« défunts, la Commission a reconnu l'impossibilité
« de réserver légalement dans les cimetières exis-
« tants, un carré de terrain pour les Musulmans,
« ni de créer quelque part, un cimetière spécial
« qui leur fût exclusivement destiné...

« Mais il ressort de plusieurs décisions ministé-
« rielles très formelles que les hospices peuvent
« être exceptionnellement autorisés à créer des
« cimetières spéciaux répondant à des nécessités
« spéciales.

« La Commission interministérielle des Affaires
« musulmanes a estimé, par la suite, que M. le
« Préfet de la Seine pourrait être invité à signaler
« à la Commission administrative de l'Hôpital
« Franco-Musulman de Paris, dont il est le Pré-
« sident, l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'elle sollicitât
« du Gouvernement en vertu des dispositions qui
« ont déjà joué et après entente avec la Société des
« Habous des Lieux saints, l'autorisation spéciale
« d'ouvrir un cimetière particulier pour les Musul-

« mans, confié à l'Etablissement dont elle aura la
« gestion. »

Le jour même où cette lettre était signée, c'est-à-dire le 19 mars 1931, le Préfet signalait à l'Assemblée départementale la question importante de l'inhumation des Musulmans qui mourront à l'Hôpital Franco-Musulman.

La création d'un nouveau cimetière éviterait de nouvelles charges à la commune de Bobigny, dont la situation financière est incontestablement critique.

La certitude pour ces malades d'être inhumés selon le rite musulman dans un lieu, qui serait pour ainsi dire « terre d'Islam » leur donnerait une satisfaction morale évidente.

Cette réalisation consisterait, d'autre part, un fait politique de la plus haute importance, et c'est sur ce fait qu'insiste M. Pierre Godin dans son exposé :

« ...Pour ces bénéficiaires, disait notamment M. Godin, il ne constituera pas un privilège, mais
« l'application de leur droit commun, particulier,
« résultant de leur statut légal.

« Par ailleurs, il leur donne, sans péril aucun
« pour la souveraineté française, une immense
« sécurité morale et une satisfaction de conscience
« sans prix. Il atteste uniquement la sincérité de
« notre politique religieuse et de notre esprit de
« justice.

« ...Il faut, Messieurs, quand on envisage des
« questions de cette nature, ne jamais perdre de

« vue que la France n'est plus, seulement un vieil
« Etat européen, mais un Empire, et notamment
« une grande nation musulmane.

« Dans ce monde, immense et clos, de l'Islam,
« tout ce qui se fait en Europe, et surtout en Fran-
« ce, en matière sociale et religieuse, garde un
« retentissement sans fin.

« Croyez, Messieurs, que la politique suivie à
« Paris depuis quelques dix années, à l'égard de
« nos sujets musulmans, n'est pas seulement hu-
« maine et bienfaisante pour eux, mais à la lon-
« gue, utile et heureuse pour nous. C'est toute une
« race qu'elle contribue à rapprocher de nous,
« doucement, sûrement.

« ...Dans tous les cas, il convient que dès main-
« tenant s'ébauchent non seulement des principes
« mais des programmes de sincère et compréhen-
« sive sympathie, qui nous vaudront la confiance
« des peuples liés à notre fortune. Soyons convain-
« cus qu'on ne les a jamais conquis, et qu'on ne
« les conquerra pas par la seule force matérielle,
« ni par l'indifférence sociale.

« Il faut aussi que la législation qui leur est ap-
« pliquée s'élargisse aux proportions de nos con-
« victions nouvelles, comme de leurs besoins. Notre
« code, c'est entendu, sera la gloire éternelle de la
« Révolution et de Napoléon, à la condition expres-
« se qu'après avoir organisé la démocratie, il ne
« l'étouffe pas dans ses langes. La France de de-
« main doit être en germe dans nos lois. »

Le rapport de M. Godin est approuvé à l'unanimité. Dans une séance ultérieure, Son Excellence Si Kaddour Ben Gabrit attire l'attention de la Commission sur certaines dispositions fondamentales que le cimetière musulman doit comporter.

L'édification d'une salle de lavage rituel des morts et d'une salle de prières est indispensable. Les tombes doivent être orientées vers La Mecque. Les sépultures sont avant tout individuelles et il n'y a pas lieu de prévoir de fosse commune dont le principe est contraire aux prescriptions religieuses.

Enfin, il préconise l'éloignement du cimetière dont la vue produirait un effet moral désastreux chez les malades.

Le vœu de la Commission de surveillance de l'Hôpital Franco-Musulman est adopté par le Conseil général de la Seine dans sa séance du 23 décembre 1931.

Pour ce qui est de l'emplacement du cimetière, le Conseil général de la Seine avait envisagé successivement deux terrains, mais aucun d'eux n'a pu être retenu en raison de la nature du sous-sol. Le choix de l'Administration s'est arrêté sur un terrain d'une contenance de 3 hectares, sis dans la commune de Bobigny au lieu dit « la Haute Borne ».

Ce terrain qui se trouve dans un quartier peu peuplé est à proximité de deux lignes de chemin de fer.

L'eau s'y trouve à une assez forte profondeur et

la nature du sol permettra la combustion des corps.

La procédure préalable à la création d'un cimetière conformément à l'ordonnance royale du 18 février 1834 et à une circulaire de M. le Ministre de l'Hygiène, en date du 30 juin 1923, est longue et complexe.

Il est indispensable de consulter le collaborateur de la carte géologique de France, la Chambre de Commerce de Paris, la Commission d'hygiène publique et de salubrité de l'arrondissement de Saint-Denis, le Conseil départemental d'hygiène.

Enfin, l'Administration procèdera à une enquête *commodo et incommodo*, à l'issue de laquelle devrait être demandé l'avis d'une Commission composée de propriétaires fonciers et de notables de la commune.

Les commissions de spécialistes ont approuvé unanimement le projet. La Commission réunie à la clôture de l'enquête émit un avis défavorable. Mais il ne s'agit que d'un avis qui ne saurait lier l'Administration.

L'instruction devait être poursuivie en vue d'autoriser la construction du cimetière et d'approuver les devis de l'opération.

La question est très complexe du point de vue juridique. En ce qui concerne les cimetières privés, les textes législatifs sont à peu près muets.

Cependant, il y a des précédents que la Commission interministérielle des Affaires musulmanes a indiqués. Le département a créé des cimetières an-

nexés aux asiles de Villejuif et de Vaucluse, à la prison de Fresnes. Un certain nombre de ces cimetières ont été autorisés par décrets.

Mais la création d'un cimetière réservé aux Musulmans constituerait une infraction à la loi sur la neutralité des cimetières. Dans ces conditions, le Cimetière musulman de Paris devrait être autorisé par une loi. La question d'ailleurs reste à l'étude.

La Commission de surveillance de l'Hôpital Franco-Musulman, tout en recherchant les moyens juridiques qui lui permettront de construire un cimetière, a adopté le projet d'aménagement présenté par M. Crevel, Architecte en chef du bureau d'études.

Ce projet comprend :

« Une entrée principale avec porte monumentale
« et portion surveillant l'entrée.

« Un pavillon de concierge.

« Derrière l'entrée, une cour carrée, pavée et
« plantée.

« Au fond de cette cour : salle des Prières avec
« porche au devant et service derrière.

« A droite et à gauche de l'entrée située au Nord-
« Est : service composé d'une part de 2 W.C., deux
« douches avec vestiaires et abri et, d'autre part,
« d'un hangar...

« L'ensemble serait traité avec la plus grande
« simplicité, dans le caractère nord-africain rus-
« tique...

« L'allée principale serait en béton de ciment
« avec caniveaux pavés et trottoirs en mâchefer et
« sable avec bordure en fer...

« Murs de clôture en complément de l'entrée
« principale en moellons ravalés en ciment et
« peints avec silixore...

« La dépense à envisager pour cette opération
« serait de :1.980.000, se répartissant comme suit:

« Travaux d'architecture.	1.518.710
« Travaux d'I. M. branchements.	42.290
« Plantations et jardins	250.000
« Imprévus divers et Honoraires.	163.000

« Soit au total..... 1.980.000

« Paris, le 16 Juin 1933. »

L'école d'infirmières

Les membres de la Commission de surveillance de l'Hôpital Franco-Musulman se sont préoccupés de doter cet établissement d'un corps d'infirmières d'élite.

Ces infirmières auraient, indépendamment des connaissances médicales théoriques et pratiques, des notions sur les coutumes et la psychologie des Indigènes Nord-Africains. Mais on ne pourrait leur faire aborder de pareilles études sans leur enseigner au préalable l'arabe parlé en Afrique du Nord et le Kabyle.

Pour atteindre ce but, le Conseil général de la Seine autorisa la création d'une école d'infirmières.

Les candidates qui seront admises à suivre ces cours bénéficieront d'une rémunération assez importante qui leur permettra de consacrer au moins huit heures par jour aux cours et aux travaux pratiques.

Les cours commencèrent le 21 octobre 1932 avec 53 élèves. Ces infirmières purent suivre les cours de l'Ecole dite « des bleues » à la Salpêtrière, grâce à l'obligeance de M. le Directeur de l'Assistance publique. Elles bénéficièrent ainsi, tout au moins pour

les cours magistraux correspondant au diplôme d'Etat, d'un enseignement éprouvé.

Elles accomplissaient leurs stages obligatoires dans les hôpitaux parisiens dans les mêmes conditions que les futures infirmières de l'Assistance publique.

Elles étaient astreintes, en outre, à suivre des cours consacrés à certaines matières spéciales : arabe et kabyle, les mœurs et coutumes de l'Afrique du Nord, les notions indispensables d'histoire et de géographie de ce pays.

Pour faciliter cet enseignement, une sous-commission d'études fut désignée par la Commission de surveillance pour mettre au point les vocabulaires franco-arabe et franco-berbère, avec le concours de M. Octave Depont, ancien Directeur des Territoires du Sud et rédacteur des manuels, puis de M. Gerolami, administrateur de commune mixte qui fût mis à la tête de l'hôpital et de l'école en octobre 1932.

L'arabe et les coutumes furent enseignés par M. Depont et par M. Gerolami. Les manuels de kabyle et d'arabe furent imprimés pour être distribués aux élèves.

L'effectif des élèves devait être d'une cinquantaine. Sur 150 candidatures, 51 furent retenues. Les futures élèves étaient au moins pourvues du brevet élémentaire.

Les élèves qui n'avaient pas de domicile à Paris furent groupées dans un internat dirigé par Mlle de Coubertin.

D'une façon générale, les élèves ont répondu au

vœu des organisateurs par leur assiduité, leur conduite, leur application.

Du point de vue financier, on a affecté une somme de plus d'un million à la formation de ce cadre d'infirmières.

Nous nous permettrons cependant de faire quelques remarques qui ne diminueront en rien les intentions louables de ceux qui ont eu la pensée de créer cette école d'infirmières.

Il semble que si on avait fait appel au corps hospitalier de l'Afrique du Nord, on aurait pu recruter sans frais, en réalisant même des économies de l'ordre d'un million, un personnel d'élite et notamment parmi les auxiliaires médicaux indigènes déjà formés dans les hôpitaux de l'Afrique du Nord.

Il semble qu'on aurait pu s'adresser pour l'enseignement médical aux médecins d'origine algérienne qui étaient dans le Comité et pour les cours sur les mœurs et coutumes à des professeurs d'arabe et de kabyle qualifiés comme dans les établissements similaires d'Algérie (Ecole des Infirmières-visiteuses de Parney).

Les statuts de l'hôpital franco-musulman

Maintenant que nous connaissons l'idée généreuse qui a abouti à l'édification de l'Hôpital Franco-Musulman, maintenant que nous avons vu les moyens de réalisation et le but poursuivi, nous allons étudier les statuts qui vont présider aux destinées de cet Hôpital.

Nous allons exposer tout d'abord les Statuts primitifs établis par le Comité de fondation en les rapprochant de ceux de l'Hôpital Sadiki, réalisation parfaite et pratique.

Nous envisagerons ensuite les statuts définitifs, dûs à l'initiative de M. Godin et adoptés par les Assemblées parisiennes. Nous nous permettrons de critiquer certains points de détail et nous insistons sur les avantages des premiers statuts du point de vue de l'Islam.

Statuts primitifs

1. — BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

ARTICLE PREMIER. — L'Association dite Comité de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris, fondée en octobre 1926, a pour but :

1° d'assurer à TOUS LES MUSULMANS, résidant ou de passage en France et plus particulièrement dans le département de la Seine, l'assistance morale et matérielle la plus large dans un milieu qui devra cadrer avec les OPINIONS, les COUTUMES et le LANGAGE de tous ceux qui auront recours à lui ;

2° de réaliser la création d'un Hôpital Franco-Musulman destiné à recevoir TOUS LES MALADES MUSULMANS qui auront besoin de soins médicaux et chirurgicaux ;

3° d'assurer les mêmes soins gratuits aux MALADES INDIGENTS MUSULMANS.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Paris.

ART. 2. — Les moyens d'action de l'Association sont : Conférences, publications, mémoires, cours techniques, école d'infirmiers et infirmières spécialisés, secours, comités locaux chargés de réunir dans le monde musulman les fonds nécessaires au fonctionnement de l'Œuvre.

ART. 3. — L'Association se compose de :

Membres d'honneur, Membres bienfaiteurs, Membres actifs.

Pour être membre bienfaiteur ou membre actif, il faut être présenté par deux membres de l'Association, adhérer

aux statuts et être agréé par le Conseil d'administration.

La cotisation annuelle minimum est de 100 francs pour les membres bienfaiteurs et de 20 francs pour les membres actifs.

Elle peut être rachetée en versant une somme égale à dix fois le montant de la cotisation annuelle minimum de la catégorie à laquelle appartient le membre.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'Assemblée générale, sans être tenues de payer une cotisation annuelle.

ART. 4. — La qualité de membre de l'Association se perd :

1° par la démission ;

2° par la radiation prononcée, pour non-paiement de la cotisation, ou pour motifs graves, par le Conseil d'administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir ses explications, sauf recours à l'Assemblée générale.

II. — ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

L'Association est administrée par un Conseil composé de 12 à 20 membres élus, au scrutin secret, pour six ans, par l'Assemblée générale et choisis dans les catégories de membres dont se compose cette assemblée.

En cas de vacance, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le renouvellement du Conseil a lieu tous les deux ans par tiers ; les membres sortants sont rééligibles.

Le Conseil choisit parmi ses membres, au scrutin secret un bureau composé de : un président, trois vice-présidents, un secrétaire général, un secrétaire général adjoint, un trésorier.

Le Bureau est élu pour six ans.

ART. 6. — Le Conseil se réunit une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence du tiers des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire général. Ils sont transcrits sans blancs ni ratures sur un registre coté et paraphé par le Préfet de la Seine ou son délégué.

ART. 7. — Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Les fonctionnaires rétribués de l'Association assistent avec voix consultative, aux séances de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration.

ART. 8. — L'Assemblée générale de l'Association comprend les membres d'honneur, bienfaiteurs et actifs. Elle se réunit une fois par an, et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration.

Son Bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit s'il y a lieu, au renou-

vement des membres du Conseil d'administration. Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'Association.

ART. 9. — Les dépenses sont ordonnées par le Président. L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile soit par le Président, soit par tout autre membre du Conseil d'administration spécialement choisi à cet effet par celui-ci.

Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

ART. 10. — Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitution hypothèques sur les dits immeubles, baux excédant 9 années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

ART. 11. — Les délibérations du Conseil d'Administration relatives à l'acceptation de dons et legs ne sont valables qu'après l'approbation administrative donnée dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et les articles 5 et 7 de la loi du 4 février 1901.

Les délibérations de l'Assemblée générale relatives aux aliénations de biens immobiliers et mobiliers dépendant de la dotation, à la constitution d'hypothèques et aux emprunts ne sont valables qu'après approbation par décret simple.

Toutefois, s'il s'agit de l'aliénation de biens mobiliers et si leur valeur n'excède pas le vingtième des capitaux mobiliers compris dans la dotation, l'approbation est donnée par le Préfet.

ART. 12. — L'Hôpital Franco-Musulman sera géré par un Médecin-Chef Directeur et un gestionnaire sous l'autorité immédiate du Conseil d'Administration qui prend ou approuve toutes les décisions concernant l'organisation et le fonctionnement de l'établissement.

Le Médecin-Chef et le gestionnaire notamment préparent les budgets, arrêtent les comptes à soumettre au Conseil, puis à l'Assemblée générale, dressent tous les ans un inventaire de la situation financière.

Le Conseil d'Administration détermine seul le nombre et la composition des commissions appelées à le seconder; désigne les membres des dites Commissions, nomme définitivement tous les employés nécessaires au fonctionnement de l'hôpital, choisit les architectes, médecins et avocats dont le concours pourrait lui être nécessaire et fixe leurs rétributions.

Les Comités locaux ne constituant pas des personnes morales et étant uniquement chargés de recueillir les fonds de concours doivent justifier de tous leurs actes et encaissements au Conseil d'Administration. Ces Comités locaux sont créés par délibérations du Conseil d'Administration, approuvées par l'Assemblée générale et notifiées au Préfet dans le délai de huitaine.

III. — DOTATION, FONDS DE RESERVE ET RESSOURCES ANNUELLES

ART. 13. — La dotation comprend :

1) les subventions extraordinaires de premier établissement accordées par l'Etat, les Colonies, les pays de protectorat et sous mandat, les départements et les communes, en vue de la dotation initiale et de l'acquisition des immeubles prévus au paragraphe suivant, — et notamment les subventions accordées par la Ville de Paris et le Département de la Seine aux termes de deux délibérations des 28 et 29 décembre 1927 ;

2) les immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association ;

3) les capitaux provenant de libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été autorisé ;

4) les sommes versées pour le rachat des cotisations ;

5) le dixième au moins annuellement capitalisé du revenu net des biens de l'Association.

ART. 14. — Les capitaux mobiliers compris dans la dotation sont placés en valeurs nominatives de l'Etat français, ou en obligations nominatives dont l'intérêt est garanti par l'Etat. Ils peuvent être également employés soit à l'achat d'autres titres nominatifs, après autorisation donnée par décret, soit à l'acquisition d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association.

ART. 15. — Le fonds de réserve comprend :

- 1) l'excédent net actif des exercices écoulés ;
- 2) les sommes versées sans affectation spéciale par les personnes qui auront reçu des soins à l'hôpital.

La quotité et la compensation du fonds de réserve peuvent être modifiées par délibérations de l'Assemblée générale.

Ces délibérations doivent faire l'objet dans le délai de huitaine d'une notification au Préfet de la Seine.

ART. 16. — Les recettes annuelles de l'Association se composent :

- 1) De la partie du revenu de ses biens non comprise dans la dotation ;
- 2) Des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- 3) des subventions annuelles de l'Etat, des colonies, des pays de protectorat, des territoires sous mandat, des départements, des communes et des établissements publics.
- 4) du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé ;
- 5) des ressources créées à titre exceptionnel, et s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente, telles que quêtes, conférences, tombolas, loteries, concerts, bals et spectacles au profit de l'Association.

6) du produit de la rétribution perçue pour l'admission des malades payants, rétribution dont le maximum ne dépassera pas le prix de journée annuellement établi par l'Administration générale de l'Assistance publique.

ART. 17. — Il est tenu au jour le jour une comptabilité-deniers, par recettes et par dépenses, et s'il y a lieu, une comptabilité-matières.

Chaque établissement de l'Association ainsi que chaque Comité local doit tenir une comptabilité distincte qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'Association.

IV. — MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ART. 18. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée doit se composer du quart, au moins, des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à 15 jours au moins d'intervalle ; et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ART. 19. — L'Assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre, au moins, la moitié plus un des membres en exercice.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ART. 20. — En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.

ART. 21. — Les délibérations de l'Assemblée générale, prévues aux articles 18, 19 et 20, sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Hygiène, du Travail, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales.

Elles ne sont valables qu'après l'approbation du Gouvernement.

V. — SURVEILLANCE ET REGLEMENT INTERIEUR

Art. 22. — Le Président doit faire connaître dans les trois mois à la Préfecture du département de la Seine tous les changements survenus dans l'Administration ou la Direction de l'Association.

Les registres de l'Association et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes ou à leur délégué ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes — y compris ceux des Comités locaux — sont adressés chaque année au Préfet du département, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de l'Hygiène, du Travail, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

ART. 23. — Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Hygiène, du Travail, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'Association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

ART. 24. — Les règlements intérieurs préparés par le Conseil d'administration et adoptés par l'Assemblée générale doivent être soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et adressés au Ministre de l'Hygiène, du Travail, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Statuts de l'hôpital Sadiki de Tunis

Il est intéressant de rapprocher ces statuts de ceux de l'hôpital Sadiki. En effet, une Commission composée de M. le Professeur Laffont, de MM. Fleurot et Copigneaux, conseillers municipaux et conseillers généraux de la Seine, et de M. Gérolami, chef des Services nord-africains à la Préfecture de la Seine, est envoyée à Tunis en mai 1928.

L'enquête à laquelle s'est livrée la délégation a fait l'objet d'un rapport de M. le Professeur Laffont sur l'organisation, le statut et le fonctionnement de l'hôpital Sadiki.

Les renseignements généraux ont servi dans une certaine mesure à l'élaboration des statuts définitifs de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris.

Rappelons ces dispositions qui sont actuellement en vigueur à l'hôpital Sadiki.

Cet hôpital, fondé par S. A. Hamouda Pacha Bey vers la fin du XVIII^e siècle, fut doté de la personnalité civile par décret du 1^{er} février 1910.

Il est destiné aux Musulmans tunisiens. La gratuité du traitement est réservée aux plus indigents d'entre eux.

Les ressources proviennent des revenus des aoukofs et subventions des habous ; subventions de

l'Etat, des régions, des communes ; du produit du remboursement des journées par les non indigents, du produit de la vente des objets réformés ; des dons, legs, collectes, aumônes ; du produit des revenus des valeurs acquises par l'établissement.

La direction a été sagement confiée à un médecin français choisi par le gouvernement.

Ce directeur est assisté d'un chef des services administratifs et d'un receveur économe, tous deux Français, nommés par le gouvernement.

Le personnel médical est nommé par le gouvernement après concours subi à la Faculté de Médecine de Paris.

Les internes sont nommés par le Directeur général de l'intérieur sur la proposition du Directeur de l'Hôpital.

Le personnel hospitalier est recruté parmi les élèves musulmans de l'école d'infirmiers et d'infirmières de l'hôpital.

Le Directeur de l'hôpital est secondé par une commission administrative qui est nommée par le gouvernement. Elle se compose d'un délégué du Directeur général qui préside la Commission. Elle comprend, en outre, quatre membres : un fonctionnaire de la Direction générale des Finances, le Président de la municipalité de Tunis, le Président de la djemiâ des habous, un notable tunisien.

Ses décisions ne peuvent être exécutoires qu'après approbation par le Directeur général de l'Intérieur.

Le Directeur de l'hôpital assiste avec voix con-

sultative à toutes les séances de la Commission administrative.

Les attributions respectives de chacun sont bien déterminées :

« En fait, la Commission administrative laisse
« au Directeur le soin d'assurer le bon fonction-
« nement de l'hôpital, tant au point de vue médical
« et chirurgical qu'au point de vue administratif.

« Les réunions sont consacrées surtout à la dis-
« cussion du budget et des améliorations deman-
« dées.

« Le Chef des services administratifs seconde le
« Directeur administratif sans s'immiscer dans les
« questions techniques médicales et chirurgicales.

« Le receveur-économe et le reste du personnel
« ont les mêmes rôles que le personnel similaire
« dans les autres établissements hospitaliers. »

Et M. le Professeur Laffont, après avoir étudié dans le détail l'équilibre budgétaire de cet établissement, conclut ainsi dans son rapport :

« Il est intéressant pour nous de rapprocher ces
« chiffres, l'ordre d'importance de l'Hôpital fran-
« co-musulman que nous prévoyons à Paris devant
« être approximativement le même que celui de
« l'hôpital Sadiki.

« En prévoyant un effectif de 200 lits, nous pou-
« vons assurer annuellement 72.000 journées d'hô-
« pitalisation. Ce chiffre est sensiblement égal au
« nombre de journées d'hospitalisation dont béné-
« ficièrent en 1927 les indigènes nord-africains
« dans la région parisienne,

« Le prix de la journée d'hospitalisation d'un
« hôpital de ce genre à Paris peut être évalué à
« environ un cinquième en sus du prix de pro-
« vince et de Tunisie, soit : 30 francs par jour
« environ.

« Les prévisions budgétaires pourraient dans
« l'ensemble être établies sur un chiffre de recette
« égal à : $30 \times 360 \times 200 = 2.150.000$ francs. »

Statuts définitifs

(Extraits)

OBJET ET ADMINISTRATION

« L'Hôpital Franco-Musulman de Paris et du département de la Seine sera un établissement départemental
« placé sous l'autorité de M. le Préfet.

« Cet hôpital qui comprendra environ deux cents lits,
« recevra des malades indigènes originaires de l'Afrique
« du Nord et habitant la région parisienne.

« L'Hôpital franco-musulman est administré par le Préfet de la Seine assisté d'une commission de surveillance.

« Le Préfet est président de droit de la Commission. »

PERSONNEL

Les statuts prévoient que la moitié du Personnel devra parler arabe et que la connaissance de l'arabe leur donne droit à une indemnité spéciale. Le personnel administratif pourra être recruté parmi des agents détachés des services nord-africains et même parmi les agents retraités de ces derniers services.

RECRUTEMENT DU PERSONNEL

En principe, le personnel sera recruté au concours. Toutefois, un certain nombre de médecins seront choisis, sur titres, parmi les médecins parlant l'arabe et familiarisés dans la mesure du possible, avec les mœurs et coutumes des indigènes musulmans ; par exemple, parmi les Professeurs des Facultés de médecine et notamment ceux de la Faculté d'Alger.

Deux années de stage dans les dispensaires nord-africains de Paris dispensent du concours.

D'autre part, dans sa séance du 30 mai, le Conseil départemental d'hygiène publique et de salubrité a émis le vœu que, pour les chefs de service, il soit fait appel aux membres du corps hospitalier de l'Assistance publique recrutés au concours parmi l'élite du corps médical.

Ces médecins placés en disponibilité, conserveraient le cas échéant leur rang dans les services hospitaliers parisiens.

COURS SPECIAUX

ET PAVILLON DES ETUDIANTS MUSULMANS

En vue d'élargir davantage encore dans l'avenir les bases de ce recrutement et pourvoir même aux besoins d'autres formations sanitaires, le projet de statuts prévoit que des cours spéciaux seront organisés à l'hôpital pour les étudiants musulmans qui pourront être logés dans un pavillon affecté à cet objet.

Un prix de pension sera fixé et pourra être réclamé sur avis de la Commission de surveillance aux étudiants musulmans débutants.

Ceux des étudiants qui pourront être utilisés comme externes ou internes auxiliaires pourront être logés et nourris gratuitement et même recevoir une indemnité qui

sera fixée par le Préfet après avis de la Commission de surveillance.

CULTE

Le projet de statut prévoit que l'Imam de la Mosquée de Paris ou un ministre du culte musulman désigné par l'Institut musulman aura accès auprès des malades qui réclameront leur assistance.

Une salle de prières sera aménagée pour les malades et le personnel musulman.

ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL ET CENTRE DE CONVALESCENCE

Dès le début, il a été reconnu utile de compléter, dès que possible, l'hôpital par un service d'assistance par le travail et un centre de convalescence.

Il arrive, en effet, que des malades qui s'adaptent assez difficilement au climat français sortiraient de l'hôpital guéris mais trop faibles pour reprendre immédiatement leurs occupations quotidiennes. Ils risqueraient ainsi de perdre le bénéfice des soins reçus à l'hôpital.

Ce centre d'assistance sera à réaliser dans une deuxième étape.

Aux termes des statuts, le travail est organisé à l'hôpital en vue d'occuper les convalescents valides. Les travaux doivent être appropriés à l'état de santé de l'hospitalisé constaté par le médecin.

Certains malades musulmans ayant terminé leur traitement pourront avant leur rapatriement ou leur nouvelle embauche, être utilisés comme main-d'œuvre au profit des services de l'hôpital ; les uns seront utilisés à la culture des terrains restés libres (26.000 mq environ), d'autres

enfin comme personnel dans les services de cuisine, buanderie, matelasserie.

Le centre d'assistance par le travail mettra à leur disposition des ateliers de réparations diverses, un dépôt de matériel agricole, une étable, un abattoir pour les coutumes rituelles. Il sera attribué à cette main-d'œuvre un salaire qui sera fixé ultérieurement.

Le centre comprendrait cinq dortoirs de dix lits chacun avec les annexes indispensables. Il devrait être clos et complètement indépendant de l'hôpital.

*
**

Les statuts primitifs signés par MM. Godin et Laffont, et inspirés par l'admirable organisation de l'hôpital Sadiki, ont été remplacés par de nouveaux statuts présentés par M. Godin aux assemblées parisiennes.

Cette initiative prise en dehors du comité et n'ayant pas été approuvée par un certain nombre de membres, M. Godin donna sa démission de Président de Comité de fondation.

Les premiers statuts avaient été déposés pour la déclaration d'utilité publique. Ainsi, devant le désintéressement du Ministère et la lenteur des Pouvoirs publics, les statuts subirent le jeu de la raquette entre le Ministère de l'Intérieur et la Préfecture, sans qu'aucune solution ne fût intervenue.

*
**

Le bureau a été complété de la façon suivante :
(15 juillet 1930)

Président : M. le Sénateur Garrigou, en remplacement de M. Godin.

Vice-président : M. le Professeur Faral, en remplacement de M. Sabatier.

Trésorier : M. Poher, en remplacement de M. Constant.

*
**

Si bien qu'à l'heure actuelle, l'Hôpital Franco-Musulman a de nouveaux statuts, dûs à l'initiative de M. Godin.

Sans nous immiscer dans cette discussion des statuts, nous allons toutefois essayer de voir les inconvénients que présentent les nouveaux statuts au point de vue de l'Islam, principe qui doit diriger toutes les suggestions concernant cet hôpital.

L'idée initiale ne paraît pas avoir été respectée dans les nouveaux statuts.

En effet, le Comité Franco-Musulman destinait l'Hôpital à tous les musulmans résidant ou de passage en France sans distinction d'origine, tandis que les nouveaux statuts semblent limiter l'admission aux seuls Nord-Africains.

L'idée première est, à notre avis, plus large, plus généreuse et plus conforme aux traditions de la France, qui, grande puissance musulmane, ne doit pas faire de distinction entre les Musulmans.

Il semble toutefois que le principe initial soit théoriquement respecté puisque l'Hôpital conserve l'appellation Franco-Musulman. Il faut souhaiter que ce principe soit pratiquement admis et que l'Hôpital Franco-Musulman reçoive les Musulmans du monde entier.

En ce qui concerne plus spécialement le fonctionnement, le projet du Comité de fondation était de

donner à cet Hôpital une organisation semblable à celle de l'Hôpital Sadiki où les enquêteurs ont trouvé tant de réalisations si belles et si pratiques. L'organisation devait être celle des hôpitaux privés moins dispendieux, s'adaptant plus facilement et sans retard à toutes les nécessités urgentes.

La direction d'un pareil hôpital devait être confiée à un médecin parfaitement au courant des questions musulmanes et de la psychologie des peuples musulmans et non à un directeur étroitement administratif, qui n'aurait pas cet esprit d'adaptation et d'initiative que, seul, un médecin libéré des exigences des règlements trop sévères, peut avoir.

Ici encore, il nous semble que l'idée première est plus conforme aux obligations si spéciales de cette nouvelle création hospitalière.

En outre, le choix des médecins, à qui incomberait la charge de soigner les malades devait, à notre sens, ne pas être différent de celui du mode de sélection des hôpitaux français. Le principe du concours effectif ou sur titres doit être maintenu dans toute sa rigueur, afin que cette organisation qui s'adresse aux Musulmans du monde entier soit dirigée par les plus hautes notabilités de la science médicale française. A ce point de vue, le principe de l'admission comme chefs de services de médecins ayant effectué deux années de stage dans les dispensaires nord-africains de Paris, nous paraît notoirement insuffisant.

Si le principe de recrutement des médecins parlant l'arabe et familiarisés avec les mœurs et les

coutumes indigènes est indispensable, il faut et cela pour le bon renom de la Science médicale française, que le principe du concours effectif ou sur titres soit maintenu avec sa rigueur.

Bien mieux, il faut que les chefs de service réunissent non seulement des connaissances médicales indiscutables alliées à des notions sur les coutumes, les mœurs, mais que leur choix n'aille pas à l'encontre des susceptibilités des Musulmans.

Enfin, il serait souhaitable qu'un certain nombre de places d'internes soit réservé aux Etudiants musulmans.

Voilà les remarques que nous croyons devoir présenter à la commission de surveillance et qui sont inspirées uniquement par le souci de voir cet hôpital s'adapter à son véritable but.

Conclusions

La France, grande puissance musulmane, devait de se préoccuper du sort des indigènes résidant à demeure sur son sol ou y exerçant temporairement leurs professions ainsi que l'exigent aussi bien l'intérêt des ouvriers émigrés que celui de la population française elle-même.

L'Hôpital Franco-Musulman devait être le complément d'une série d'institutions qu'un courant généreux d'opinion a instituées à Paris et qui aboutit à l'édification d'une Mosquée et d'un Institut musulman. La Mosquée et l'Institut musulman qui constituent dans le domaine intellectuel et religieux une belle réalisation, s'adressent avant tout à une élite du cœur et de l'esprit. Mais la sauvegarde des intérêts matériels et physiques est aussi pressante que celle des intérêts spirituels et moraux. Notre Maître, Monsieur le Professeur LAFFONT, pensa que la création d'un hôpital spécialisé où les Musulmans seraient mieux compris, pourrait loin de leurs foyers, soulager leurs misères corporelles :

« La nécessité évidente, disait notamment M. le
« Professeur, LAFFONT, dans son appel en faveur
« de l'Hôpital Franco-Musulman, d'une connais-
« sance spéciale des langues des populations isla-
« miques, de leurs croyances, de leurs usages, de
« leurs traditions, de toutes les circonstances aptes
« à leur procurer un équilibre moral qui les mette
« en état de mieux résister à la maladie, nous a
« paru commander la création d'un hôpital spé-

« cial où seraient traités sur place les malades de
« la Colonie musulmane. »

Dans l'esprit de notre Maître, l'Hôpital Franco-Musulman devait recevoir tous les malades musulmans de passage ou résidant en France sans distinction d'origine et ne devait pas être réservé aux seuls Nord-Africains comme les statuts définitifs semblent l'indiquer.

L'Islam, tout l'Islam devait être accueilli avec cette bonté et cette générosité qui sont coutumières en France.

L'idée première est, à notre avis, plus large et plus conforme à cette politique traditionnelle de la France qui tend sans cesse à améliorer les relations amicales qui l'unissent au monde musulman depuis le Moyen-Age.

A côté de cette erreur dans le but, les nouveaux statuts semblent codifier d'autres petites erreurs de réalisation qui ne sont pas en accord avec les directives premières.

C'est ainsi que, prévoyant une organisation de l'hôpital susceptible de s'adapter en toute circonstance avec la souplesse nécessaire à la psychologie et à l'esprit de l'Islam, le Comité de fondation avait prévu une direction médicale analogue à celle de l'hôpital Sadiki de Tunis. L'esprit et le cœur d'un médecin ont des générosités et des tolérances que l'administration enfermée dans ses cadres rigides ne saurait avoir.

De même qu'en entrant dans cet hôpital qui est sien, il ne faut pas que le malade ait l'impression

de se placer sous une surveillance différente de celle des hôpitaux français. Si le Comité de surveillance et de protection des Indigènes nord-africains rend peut-être d'immenses services hors de l'hôpital. « Il ne doit pas faire confondre la tâche rude
« et le devoir du policier avec le rôle si beau, si
« élevé du médecin dont la ligne de conduite est
« nettement tracée : soigner les malades et les blessés en toutes circonstances et ignorer les contingences dès qu'elles s'écartent du traitement. »

« Tout en reconnaissant l'utilité pour la police de
« cette source précieuse de renseignements » que serait l'Hôpital Franco-Musulman, il est humiliant pour les Musulmans de voir que cette fondation où vient se réfugier un malade ne reste pas un terrain neutre « et il est regrettable d'un point de vue
« idéal que les soins qui lui sont prodigués par le
« personnel hospitalier : médecins, chirurgiens,
« infirmiers, aient pour rançon la délation. »
(RENÉ FODÈRE.)

En outre, pour que le Musulman ait l'impression d'être dans son hôpital, il serait à souhaiter que le malade pût bénéficier de soins émanant d'internes musulmans admis au concours et qui joindraient à la science médicale française, la connaissance de la langue, des coutumes, de la psychologie de leurs frères déshérités, afin de captiver davantage leur confiance et donner plus d'efficacité à la thérapeutique.

Cette idée n'a pas entièrement échappé au Comité d'organisation, puisqu'un centre d'enseignement pour les Etudiants musulmans a été prévu

dans cet Hôpital. Mais pour que ce centre soit un véritable facteur de rapprochement des peuples et de fraternité humaine, pour qu'il soit un foyer d'où rayonnent la pensée et l'âme française, il faut qu'il y ait non seulement à sa tête de hautes notabilités de la science médicale française, mais encore des hommes familiarisés avec les coutumes, la psychologie, les susceptibilités des Musulmans pour satisfaire pleinement aux aspirations de ce monde qui est resté enfermé dans ses habitudes religieuses séculaires.

Puissent ces vœux retenir l'attention de la Commission de surveillance pour que cet hôpital réponde entièrement aux besoins, aux traditions, aux mœurs de l'Islam.

Des réalisations comme celles de l'Hôpital Franco-Musulman prouvent mieux que ne sauraient le faire des discours les véritables intentions de ceux qui président aux destinées de la France.

BIBLIOGRAPHIE

DEPONT. — Les Berbères en France. — *L'Afrique Française, Renseignements coloniaux*, n° 9 bis, 1925, p. 429.

R. FODERE. — Médecine et Police. — *L'Esprit Médical*, mai 1934.

LARNAUDE, Professeur à la Faculté des Lettres d'Alger. — L'Emigration temporaire des Indigènes algériens dans la Métropole.

DOCTEUR LEMAIRE. — La lutte contre la tuberculose en Algérie. — *Fédération des Sociétés médicales d'Algérie*, avril 1933.

E. MILLIOT. — L'Exode des travailleurs algériens en France. — *L'Afrique française, Renseignements coloniaux*, n° 9 bis, 1925, p. 429.

L. MASSIGNON. — Cartes de répartition des Kabyles dans la Région parisienne. — *Revue des Etudes Islamiques*, 1928.

Vu :

Le Président de Thèse,

A. LAFFONT.

Vu :

Le Doyen,

LEBLANC.

Vu et Permis d'Imprimer,

Alger, le 15 Juin 1934.

Le Recteur :

G. HARDY.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Introduction	13
L'exode des ouvriers nord-africains en France....	19
La surveillance et la protection des indigènes nord-africains résidant à Paris	29
Le Comité de fondation de l'Hôpital Franco-Musulman	35
L'Hôpital Franco-Musulman devient un établissement départemental.	51
La Commission de surveillance de l'Hôpital Franco-Musulman.	59
Le cimetière musulman de Paris	61
L'école d'infirmières	69
Les Statuts de l'Hôpital Franco-Musulman de Paris	73
Statuts de l'Hôpital Sadiki de Tunis.....	82
Conclusions.	93
Bibliographie :	99
